ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 7 juillet 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°935 ■

PÉTROLE

Les cours en légère baisse

P 2

SONATRACH

Plus de 7 300 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2025

Le groupe Sonatrach a publié son rapport fiscal pays par pays (Country-by-Country Tax Report 2025), poursuivant ainsi sa politique de transparence en matière d'information financière. Ce rapport met en exergue l'envergure des activités du groupe, tant en Algérie qu'à l'international, et son rôle de locomotive de l'économie nationale.. P 3

DIALOGUE MONDIAL SUR L'IA À GENÈVE

L'Algérie plaide pour une approche inclusive

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a pris part hier, à la tête d'une importante délégation algérienne, aux travaux du Dialogue mondial sur la gouvernance de l'intelligence artificielle, organisé sous l'égide des Nations unies à Genève, avec la participation de plus d'une centaine de pays, a annoncé le ministère dans un communiqué. Cette rencontre vise à élaborer une vision internationale commune en matière de gouvernance de l'intelligence artificielle, ajoute la même source.

P 2

HABITAT, SANTÉ, NUMÉRIQUE ...

Tebboune met en avant les progrès réalisés

À l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger, marquée par l'inauguration de plusieurs projets structurants dans les domaines du logement, de la santé, du numérique et des infrastructures publiques. À travers ces réalisations, le chef de l'État a mis en lumière les progrès accomplis par l'Algérie dans plusieurs secteurs stratégiques, réaffirmant une même ambition : consolider le développement national tout en améliorant les conditions de vie des citoyens.

P 5

RACCORDEMENT ET TRANSFERT DES EAUX DESSALÉES

Le ministre insiste sur l'accélération de la réalisation des projets

Le ministre des Ressources en eau, Lounès Bouzegza, a réaffirmé la priorité accordée par les pouvoirs publics au développement des infrastructures de dessalement de l'eau de mer et des réseaux de transfert, en appelant à une accélération de la réalisation des projets en cours afin de renforcer durablement la sécurité hydrique du pays.

P 3

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre appelle à accélérer le traitement des dossiers P 2

FAO

Les prix alimentaires mondiaux restent globalement stables en mai P 4

MISE EN SERVICE DU CENTRE NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Un acquis stratégique pour l'Algérie P 5

AVEC LA PARTICIPATION DE JEUNES ALGÉRIENS, ARABES ET AFRICAINS

La 1re édition du Camp national de robotique s'ouvre à Tipasa

La 1ère édition du camp national des activités scientifiques dédié à la robotique, organisée à Tipasa avec la participation de jeunes innovateurs algériens et de plusieurs pays arabes et africains, suscite un vif engouement auprès des jeunes passionnés d'invention et d'innovation scientifique. Organisée par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Tipasa, sous le slogan "Construire des générations prometteuses pour l'avenir", ce camp, qui se déroule à la Maison des jeunes du chef-lieu de wilaya, réunit des participants issus de 45 wilayas, ainsi que des délégations de Tunisie, de Mauritanie, d'Irak, du Niger et du Tchad. Lancée dimanche à l'occasion de la célébration de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, cette rencontre, qui se poursuivra jusqu'à mercredi, met en avant des projets et inventions réalisés par des clubs scientifiques d'établissements de jeunesse dans des domaines tels que l'environnement, l'astronomie, l'hygiène et les jeux, a indiqué le directeur local du secteur de la jeunesse, Sofiane Outenghar. Le camp accueille également des clubs de robotique relevant d'universités, d'instituts, d'établissements scolaires, d'académies ainsi que d'organismes publics, privés et de start-up. Son programme comprend des conférences scientifiques, des ateliers de formation en programmation, robotique et intelligence artificielle (IA), ainsi que des concours récompensant les meilleures réalisations et démonstrations en robotique. Selon le DJS, cette initiative vise à développer les compétences des jeunes en programmation, robotique et IA, à stimuler leur créativité et à renforcer leurs capacités de résolution de problèmes à travers des réalisations concrètes. Le camp ambitionne également d'offrir un environnement d'apprentissage interactif permettant aux jeunes de concrétiser des projets technologiques innovants et de préparer une génération capable de rivaliser dans les compétitions locales et nationales.

R E.

DIALOGUE MONDIAL SUR L'IA À GENÈVE

L'Algérie plaide pour une approche inclusive

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a pris part hier, à la tête d'une importante délégation algérienne, aux travaux du Dialogue mondial sur la gouvernance de l'intelligence artificielle, organisé sous l'égide des Nations unies à Genève, avec la participation de plus d'une centaine de pays, a annoncé le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre vise à élaborer une vision internationale commune en matière de gouvernance de l'intelligence artificielle, ajoute la même source. Dans son intervention, le ministre a souligné que l'intelligence artificielle n'est plus seulement une question technologique, mais qu'elle constitue désormais un enjeu de développement et de souveraineté.

Il a insisté sur la nécessité d'instaurer une gouvernance inclusive et équitable, garantissant la participation des pays en développement à la conception et au développement des systèmes d'intelligence artificielle, plutôt que de les cantonner au rôle de simples consommateurs. Le ministre a également appelé à passer des principes généraux à des mécanismes de mise en œuvre concrets, englobant le renforcement des capacités, le transfert de technologies et le partage des connaissances.

La participation de l'Algérie à ce dialogue, selon le ministère, s'inscrit dans le cadre de son engagement à contribuer à l'élaboration d'un système international équilibré de gouvernance de l'intelligence artificielle, de nature à promouvoir le développement durable, à préserver la souveraineté des États et à servir les intérêts communs de la communauté internationale. À noter que ce premier événement mondial du genre a abordé plusieurs axes majeurs, notamment la mise en place d'un cadre mondial de gouvernance de l'intelligence artificielle, la réduction de la fracture numérique entre les pays, le renforcement de la coordination internationale, ainsi que la promotion d'une utilisation responsable et éthique de l'intelligence artificielle.

Les discussions ont également porté sur le soutien au transfert de technologies, le renforcement des capacités, le développement des infrastructures numériques et l'accompagnement des pays en développement afin de leur permettre de participer activement au développement et à la gouvernance de ces technologies.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre appelle à accélérer le traitement des dossiers

Par Z R.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé hier une réunion de travail avec les cadres de son département ministériel, consacrée notamment à l'examen des demandes des opérateurs économiques et à la validation des programmes prévisionnels d'importation (PPI) relatifs au second semestre de l'année en cours, ainsi qu'au renforcement des mécanismes d'accompagnement des exportateurs. Lors de cette rencontre tenue au siège du ministère, le Professeur Rezig a exigé que le traitement et la validation des demandes soient engagés sans délai, dès que les opérateurs économiques achèvent de renseigner leurs dossiers sur la plateforme numérique dédiée. Le ministre a également demandé aux directeurs concernés de mettre en place des équipes de permanence, afin de garantir une prise en charge continue des demandes et un accompagnement efficace des opérateurs. Le ministre a par ailleurs rappelé que la régularisation des obligations des opérateurs économiques auprès des services fiscaux et des caisses de sécurité sociale demeure une condition essentielle à la finalisation de leurs dossiers.

Le ministre a insisté sur la nécessité d'accompagner la dynamique croissante que connaît le secteur des exportations, en se montrant à l'écoute des préoccupations des exportateurs et en y répondant avec rapidité et efficacité, dans l'optique de renforcer les exportations nationales et de consolider la présence du produit algérien sur les marchés étrangers. En clôture de la réunion, le ministre a donné plusieurs orientations visant à améliorer la qualité de la performance administrative, en phase avec les efforts de l'État pour améliorer le climat des affaires, promouvoir les exportations hors hydrocarbures, et ériger l'administration numérique en choix stratégique pour rapprocher les services publics des opérateurs économiques.

UNIVERSITÉ DE TIPASA

Signature d'accords de partenariat avec Saidal et le Laboratoire Centrale des TP

L'université de Tipasa a signé, lundi, deux (2) conventions de partenariat et de coopération avec le groupe public pharmaceutique Saidal et le Laboratoire central des travaux publics (LCTP), relevant du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Lors de la cérémonie de signature, organisée à l'occasion de la clôture de l'année universitaire 2025-2026, le recteur de l'université, Mohamed Hadidi, a souligné l'importance de l'ouverture de l'établissement sur son environnement local, national et international afin de renforcer ses capacités académiques, pédagogiques et scientifiques.

Il a indiqué que ces deux conventions permettront d'élargir les opportunités de formation, de stages et d'accompagnement offertes aux étudiants, notamment au niveau des Facultés des sciences et technologies ainsi que des sciences de la nature et de la vie.

Le recteur a également estimé que la promotion, cette année, du Centre universitaire Abdallah-Morsli au rang d'université a donné un nouvel élan à la dynamique scientifique de l'établissement, en renforçant les efforts visant à en faire une institution productrice de savoir et de connaissances.

Il a fait savoir que cette dynamique s'est traduite par la signature de 11 conventions de coopération avec des universités et institutions nationales, d'un accord de jumelage avec l'Université de Tissemsilt, ainsi que de sept (7) conventions de coopération internationale et d'un accord de jumelage avec l'Université de Shanxi de la République populaire de Chine.

La cérémonie de clôture de l'année universitaire a également été marquée par la sortie de plus de 3.650 diplômés. Les majors de promotion de chaque filière ont été honorés, à cette occasion, en plus de plusieurs enseignants ayant bénéficié de promotions dans leur parcours professionnel.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SONATRACH

Plus de 7 300 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2025

Le groupe Sonatrach a publié son rapport fiscal pays par pays (Country-by-Country Tax Report 2025), poursuivant ainsi sa politique de transparence en matière d'information financière. Ce rapport met en exergue l'envergure des activités du groupe, tant en Algérie qu'à l'international, et son rôle de locomotive de l'économie nationale.

Par Zahir R.

Les données publiées par Sonatrach, sur son site officiel, couvrent l'exercice clos au 31 décembre 2025 et présentent, pour chaque juridiction fiscale où le groupe est implanté, les principaux indicateurs de performance : chiffre d'affaires, résultat avant impôt, impôts acquittés, bénéfices accumulés, effectifs et actifs corporels. En effet, le rapport fait ressortir que les activités de Sonatrach regroupées dans les « autres juridictions fiscales », comprenant essentiellement l'Algérie ainsi que plusieurs autres pays où le groupe est présent, ont généré un chiffre d'affaires de 7 331,6 milliards de dinars en 2025, soit environ 55,7 milliards de dollars, selon nos calculs. Le bénéfice avant impôt s'est établi à 1 031,5 milliards de dinars, tandis que les impôts effectivement acquittés ont atteint 336,9 milliards de dinars. Le groupe affiche également des bénéfices accumulés de 8 900,6 milliards de dinars et emploie plus de 220 000 collaborateurs, confirmant son rôle de premier employeur industriel du pays et l'un des plus importants groupes énergétiques du continent africain. Les résultats publiés illustrent également la solidité des implantations internationales de Sonatrach. En Italie, où le groupe exploite sa principale activité de raffinage en Europe, le chiffre d'affaires a atteint 613,1 milliards de dinars. Malgré une perte avant impôt de 26,3 milliards de dinars, la filiale italienne a versé près de 1,7 milliard de dinars d'impôts et emploie 760 personnes. L'Espagne demeure, quant à elle, un marché stratégique grâce notamment au gazoduc Medgaz et aux activités de commercialisation du gaz. Les revenus y ont atteint 82,9 milliards de dinars, pour un bénéfice avant impôt de 15,9 milliards de dinars. Les implantations financières du groupe aux Pays-Bas et au Luxembourg continuent également de contribuer à son organisation internationale. Les filiales établies dans ces deux pays ont respectivement réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards et 3,5 milliards de dinars, avec des résultats bénéficiaires.

Le rapport met aussi en évidence le rôle des filiales établies aux Îles Vierges britanniques, spécialisées dans le transport maritime, les investissements internationaux et la gestion de participations. Elles ont généré près de 138 milliards de dinars de chiffre d'affaires et plus de 37 milliards de dinars de bénéfice avant impôt. Outre les performances financières, le document illustre l'étendue du portefeuille industriel de Sonatrach. Selon la même source, le groupe contrôle plusieurs dizaines de filiales en Algérie couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique : exploration, production, forage, transport, raffinage, pétrochimie, engrais, commercialisation, services parapétroliers, transport maritime, dessalement de l'eau de mer, recherche et développement, ingénierie et services industriels. À l'international, il est également implanté en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas, au Luxembourg, au Royaume-Uni, au Pérou, aux Îles Vierges britanniques et aux Îles Caïmans. Sonatrach a, en outre, expliqué que la publication de ce rapport s'inscrit dans le cadre des nouvelles exigences européennes en matière de transparence fiscale des multinationales. Sonatrach y précise qu'aucune information n'a été omise au titre de l'exercice 2025 et explique que les écarts observés entre les impôts comptabilisés et les montants effectivement versés résultent principalement des mécanismes d'acomptes fiscaux, des régularisations portant sur des exercices antérieurs et des paiements anticipés.

Avec un volume d'activité dépassant les 7 300 milliards de dinars, plus de 220 000 employés et une présence sur plusieurs marchés stratégiques, le groupe Sonatrach confirme sa position de pilier de l'économie nationale et de principal moteur des exportations énergétiques de l'Algérie.

DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROGÈNE

L'Algérie adopte une approche pragmatique

Par S. R.

Dans la course mondiale à l'hydrogène bas carbone, les pays d'Afrique du Nord accélèrent leurs stratégies afin de s'imposer sur un marché appelé à jouer un rôle déterminant dans la transition énergétique mondiale. Dans ce paysage en pleine mutation, l'Algérie privilégie une approche pragmatique, fondée sur la valorisation de ses ressources naturelles, le développement progressif des énergies renouvelables et l'exploitation de son savoir-faire dans l'industrie gazière.

Cette orientation est mise en lumière dans un rapport publié le 5 juillet par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », qui analyse les ambitions de cinq pays arabes dans la filière hydrogène. L'étude souligne que l'Algérie se distingue par une stratégie combinant le développement de l'hydrogène vert, produit à partir de l'électricité renouvelable, et celui de l'hydrogène bleu, obtenu à partir du gaz naturel avec captage et stockage du carbone. Ce choix permet de tirer parti des importantes réserves gazières du pays tout en préparant sa transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Selon le rapport, l'Algérie ambitionne d'exporter un million de tonnes d'hydrogène par an vers l'Europe à l'horizon 2040. Pour concrétiser cet objectif, l'Agence internationale de l'énergie estime qu'il sera nécessaire de déployer une capacité d'électrolyse de 2,5 gigawatts, appuyée par près de 20 gigawatts de nouvelles capacités de production d'électricité issues des énergies renouvelables.

La feuille de route nationale prévoit ainsi une production comprise entre 900 000 et 1,2 million de tonnes d'hydrogène vert destinées aux marchés extérieurs. En parallèle, environ 300 000 tonnes d'hydrogène bleu seraient produites pour répondre aux besoins du marché domestique, notamment dans les secteurs industriels à forte consommation énergétique. Cette complémentarité est appelée à favoriser la décarbonation progressive de l'économie tout en optimisant les infrastructures gazières existantes. Le rapport estime à près de 25 milliards de dollars les investissements nécessaires à la concrétisation de cette stratégie. À ce jour, sept projets ont été annoncés en Algérie, dont cinq consacrés au développement de l'hydrogène vert et de ses dérivés, ainsi que deux projets de pipelines destinés au transport de cette nouvelle ressource énergétique vers les marchés européens.

À l'échelle régionale, les niveaux d'avancement demeurent contrastés. L'Égypte affiche les ambitions les plus importantes en matière de capacités de production et concentre le plus grand nombre de projets annoncés. La Mauritanie, malgré un potentiel considérable, fait face à des difficultés de financement qui ont conduit au report de plusieurs projets structurants. De son côté, la Tunisie mise sur le futur corridor énergétique reliant l'Afrique du Nord à l'Europe, mais demeure confrontée à la nécessité d'accélérer la mise en place de son cadre législatif. Malgré des trajectoires différentes, ces pays sont confrontés aux mêmes défis. L'étude met en évidence l'ampleur des investissements à mobiliser, la nécessité de développer des infrastructures de transport adaptées, notamment des pipelines et des terminaux spécialisés, ainsi que l'importance de sécuriser des contrats d'achat de long terme avec les partenaires européens. Dans ce contexte, l'approche retenue par l'Algérie apparaît comme une stratégie de développement progressive, conciliant ambitions d'exportation, valorisation des ressources nationales et adaptation aux réalités du marché international. Un positionnement qui pourrait permettre au pays de s'imposer, à moyen terme, comme l'un des principaux fournisseurs d'hydrogène bas carbone du bassin méditerranéen.

MINE DE ZINC ET DE PLOMB DE TALA HAMZA-AMIZOUR

Le ministre insiste sur l'accélération de la réalisation des projets

Le ministre des Ressources en eau, Lounès Bouzegza, a réaffirmé la priorité accordée par les pouvoirs publics au développement des infrastructures de dessalement de l'eau de mer et des réseaux de transfert, en appelant à une accélération de la réalisation des projets en cours afin de renforcer durablement la sécurité hydrique du pays.

Présidant une réunion de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets de raccordement et de transfert des eaux dessalées à partir des stations de Fouka 2 (Tipasa), Koudiet Draouche (El Tarf), Béjaïa et Cap Djinet (Boumerdès), le ministre a passé en revue les taux de réalisation, les difficultés rencontrées ainsi que les échéances fixées pour leur mise en service.

À cette occasion, il a insisté sur le respect des délais contractuels et sur la nécessité de rattraper les retards constatés sur certains tronçons des projets, soulignant que ces infrastructures revêtent un caractère stratégique pour le renforcement de la sécurité hydrique et l'amélioration de l'alimentation des populations en eau potable.

Le ministre a, dans ce cadre, donné une série d'instructions visant à accélérer la cadence des travaux. Il a notamment demandé l'application des mesures légales à l'encontre des entreprises ayant enregistré des retards dans l'exécution de leurs engagements, l'achèvement sans délai des opérations inscrites dans les programmes en cours, ainsi que le lancement des nouvelles opérations liées aux projets stratégiques afin d'assurer une prise en charge globale des besoins en matière de transfert et de distribution des eaux dessalées.

Le ministre a également appelé à renforcer le suivi quotidien des chantiers, aussi bien au niveau central que sur le terrain, afin de lever rapidement les contraintes susceptibles de retarder l'avancement des travaux. M. Bouzegza a, en outre, insisté sur la nécessité d'améliorer la coordination entre les différents intervenants et d'imposer des engagements précis assortis d'échéances clairement définies.

Au cours de cette réunion, le ministre a également examiné l'état d'avancement des études relatives aux futurs projets de transfert des eaux dessalées à partir des nouvelles stations programmées à Chlef, Mostaganem et Tlemcen. Ces projets prévoient la réalisation de réseaux de transfert pouvant atteindre 250 kilomètres, destinés à acheminer l'eau dessalée vers les wilayas de l'intérieur, conformément à la stratégie nationale de répartition équilibrée des ressources hydriques.

Une fois les procédures contractuelles achevées, la station de Tlemcen alimentera les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda et Naâma, tandis que celle de Mostaganem desservira Mostaganem, Relizane, Tiaret et Tissemsilt. La station de Chlef approvisionnera, quant à elle, les wilayas de Chlef, Aïn Defla, Médéa ainsi que la partie orientale de Tissemsilt.

Le ministre a rappelé que chacune de ces nouvelles stations disposera d'une capacité de production de 300 000 mètres cubes par jour, ce qui permettra de renforcer les capacités nationales de mobilisation des ressources en eau et de sécuriser durablement l'alimentation en eau potable.

En conclusion, M. Bouzegza a souligné que les projets de dessalement de l'eau de mer et les réseaux de transfert constituent l'un des principaux piliers de la politique nationale de sécurité hydrique. Il a assuré que les hautes autorités du pays poursuivront le développement du programme national de dessalement à travers la réalisation de nouvelles stations dans plusieurs wilayas, avec pour objectif de garantir un accès durable à l'eau potable, en particulier dans les régions de l'intérieur et éloignées du littoral.

UNIVERSITÉ CONSTANTINE2

Signature d'un partenariat avec l'hôpital psychiatrique d'Oued El Athmania

L'université Abdelhamid Mehri (Constantine 2) vient de signer une convention de partenariat avec l'Etablissement hospitalier spécialisé en psychiatrie(EHS) "Chahid Chaâbane Moussa" d'Oued El Othmania (Mila), a-t-on appris lundi auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur.
Au titre de cette convention, les étudiants de cette université bénéficieront d'un accompagnement pédagogique renforcé grâce à des stages organisés au sein de l'établissement hospitalier, a précisé le vice-recteur chargé des relations extérieures M. Salah Ouili.
Des immersions professionnelles qui leur permettront de confronter les connaissances théoriques aux réalités du terrain, tout en développant les compétences pratiques indispensables à leur future insertion professionnelle, a ajouté la même source.
Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de l'Université Constantine 2 visant à multiplier les passerelles entre le monde académique et les institutions partenaires et traduit également l'importance accordée à la professionnalisation des cursus universitaires, notamment dans les disciplines liées aux sciences humaines, à la psychologie et aux sciences de l'éducation, a-t-on rappelé.

APS

ONPO

Ouverture, à partir de lundi, des candidatures et des inscriptions pour l'organisation de la prochaine saison du Hadj

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture, à partir de lundi, des candidatures et des inscriptions à l'ensemble des agences de tourisme et de voyages souhaitant organiser la saison du Hadj 1448H/2027.
Les agences souhaitant organiser la prochaine saison du Hadj pourront "s'inscrire et retirer le cahier des charges relatif à cette opération à partir du 6 juillet 2026, via le portail algérien du Hadj: https://bawabetelhadj.dz et le site officiel de l'ONPO: https://onpo.dz", précise le communiqué. Par ailleurs, "les dossiers de candidature devront être déposés au siège de l'office à Alger à partir du 7 juillet". "La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 13 juillet 2026 à 12h00", selon la même source.

APS

FAO

Les prix alimentaires mondiaux restent globalement stables en mai

L'indice FAO des prix des produits alimentaires est resté pratiquement stable en mai 2026, s'établissant à 130,8 points, en léger recul de 0,2 % par rapport à avril et de 2,9 % sur un an. Cette stabilité résulte principalement de la baisse des prix des huiles végétales, qui a compensé la hausse des cours des céréales et du sucre.
Les prix mondiaux des céréales ont progressé de 2,6 % sur un mois et de près de 5 % sur un an. Cette hausse est attribuée à l'augmentation des coûts de l'énergie et des engrais, aux conditions météorologiques défavorables dans plusieurs grands pays producteurs et à une demande soutenue. Les cours du blé ont augmenté de 3,4 % en raison des perspectives de récoltes plus faibles chez les principaux exportateurs, tandis que les prix du maïs (+1,9 %) et du riz (+2,7 %) ont également été tirés par une forte demande et des inquiétudes liées à l'offre.
À l'inverse, l'indice des huiles végétales a reculé de 4,6 %, enregistrant sa première baisse de l'année. Ce repli est principalement lié à la diminution des prix de l'huile de palme, dans un contexte d'affaiblissement de la demande mondiale et d'incertitudes sur les marchés pétroliers.
Les prix de la viande sont restés globalement stables (+0,1 %), avec une hausse des cours de la viande bovine, soutenue par la demande de la Chine et des États-Unis, tandis que les prix de la viande porcine ont diminué. Les produits laitiers ont enregistré une légère baisse de 0,5 %, essentiellement sous l'effet du recul des prix du beurre.
En revanche, les prix du sucre ont fortement progressé (+7,5 %), sous l'effet des perspectives d'une moindre production au Brésil, où une part plus importante de la canne à sucre devrait être destinée à la fabrication d'éthanol, ainsi que des craintes liées aux effets du phénomène El Niño sur les récoltes en Inde et en Thaïlande. La FAO souligne que, malgré la résilience des marchés alimentaires mondiaux, les risques climatiques, la hausse des coûts des intrants, les tensions sur les marchés de l'énergie et les incertitudes pesant sur les principales routes commerciales, notamment le détroit d'Ormuz, continuent de menacer la stabilité des prix alimentaires. Par ailleurs, les perspectives céréalières pour la campagne 2026-2027 sont orientées à la baisse. La production mondiale devrait reculer de 2 % pour atteindre 2,982 milliards de tonnes, principalement en raison d'une diminution attendue des récoltes de blé, après un niveau record de 3,043 milliards de tonnes enregistré en 2025-2026. L'utilisation mondiale de céréales devrait progresser de 0,6 %, tandis que les stocks mondiaux devraient légèrement diminuer de 0,3 %. Les échanges internationaux de céréales devraient également reculer de 0,3 %, à 507,2 millions de tonnes, la baisse du commerce du blé et de l'orge devant l'emporter sur la progression des échanges de maïs et de riz.

Synthèse R E.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Signature de deux conventions de coopération avec des établissements britanniques

L'Université d'Oran 2 " Mohamed Ben Ahmed " a récemment signé deux conventions de coopération avec des établissements britanniques, dans le cadre du renforcement de son ouverture à l'international et de l'accélération de sa stratégie de développement de l'enseignement de la langue anglaise, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.
La première convention de partenariat a été conclue avec le Norwich Institute for Language Education (NILE), au Royaume-Uni. Elle a été signée par le recteur de l'Université d'Oran 2, le Pr Ahmed Chaâlal, et le directeur de NILE, M. Thom Kiddle.
Cet accord vise à développer les échanges académiques, scientifiques et culturels, à renforcer les compétences des enseignants et des personnels administratifs, ainsi qu'à promouvoir les activités de formation, de recherche et de coopération pédagogique, a précisé la même source.
La seconde convention a été signée avec la Canterbury Christ Church University, également au Royaume-Uni, par le Pr Ahmed Chaâlal et la vice-chancelière et directrice de cette université publique britannique, la Pr Claire Ozanne.
Cet accord ouvre de nouvelles perspectives de collaboration dans les domaines de l'enseignement, de la recherche scientifique, de la mobilité des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs, ainsi que dans l'organisation de projets scientifiques et culturels communs.
Il accorde également une place particulière au développement de la formation en langue anglaise, devenue aujourd'hui un levier essentiel de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, a souligné la même source.
Ces deux conventions s'inscrivent dans le cadre de la politique d'ouverture à l'international de l'Université d'Oran 2 et de son engagement en faveur du renforcement de la coopération académique internationale, ainsi que du développement des compétences linguistiques de l'ensemble de sa communauté universitaire, a conclu la même source.

APS

OMS

Nouvelles négociations pour finaliser l'accord sur les pandémies

Les Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont ouvert lundi une nouvelle session de négociations sur un élément clé du traité sur les pandémies qui bloque sa finalisation depuis un an. Cette septième session du Groupe de travail intergouvernemental (GTI) est prévue jusqu'au 17 juillet pour "rédiger et négocier une annexe à l'Accord de l'OMS sur les pandémies relative au système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS)", selon l'OMS. Après plus de trois ans de négociations lancées à la suite du Covid-19, les Etats membres de l'OMS avaient adopté en mai 2025 un accord historique visant à mieux se préparer et lutter contre les futures pandémies. Il vise notamment à garantir un accès équitable aux produits de santé (vaccins, traitements, tests de dépistage). L'accord global sur les pandémies, destiné à éviter une répétition des dysfonctionnements observés lors de la pandémie de Covid-19, ne pourra entrer en vigueur tant que cette annexe ne sera pas finalisée.

APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 06 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Juillet 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	102	80	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	104	70	الطماطم	
	Oignon sec	67	76	59	البصل الجاف	
	Ail sec	661	746	576	الثوم الجاف	
	Ail vert	327	350	305	الثوم الاخضر	
	Carotte	94	107	81	الجزر	
	Navet	101	113	88	اللفت	
	Poivron	118	133	103	الفلفل الاخضر	
	Piment	127	146	108	الفلفل الحار	
	Courgette	88	103	74	الكوسة	
	Haricot vert	170	189	151	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	112	126	97	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	537	668	407	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	504	621	386	التمر	
	Banane	529	549	510	الموز	
	Melon	120	138	102	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	77	91	62	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2016	2155	1876	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	341	353	329	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	345,00	0,29	0,18	-9,12	6,09	10,14	10000	3 450 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,12	-0,40	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,07	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	4,17	3,31	10,97	5,43	4800	11 040 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,52	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,39	4,21	4,72	0	0,00

HABITAT, SANTÉ, NUMÉRIQUE ...

Tebboune met en avant les progrès réalisés

À l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger, marquée par l'inauguration de plusieurs projets structurants dans les domaines du logement, de la santé, du numérique et des infrastructures publiques. À travers ces réalisations, le chef de l'État a mis en lumière les progrès accomplis par l'Algérie dans plusieurs secteurs stratégiques, réaffirmant une même ambition : consolider le développement national tout en améliorant les conditions de vie des citoyens.

Par Selma R.

Le président de la République a d'abord marqué l'entrée « officielle » de l'Algérie dans l'ère du numérique en inaugurant le Centre national algérien des services numériques à Mohammadia. Pour lui, cette transformation constitue un levier essentiel de modernisation de l'État, à condition qu'elle repose sur des données fiables. « La numérisation doit être accompagnée d'un système statistique d'une très grande précision », a-t-il insisté, estimant que « sans statistiques, nous ne pouvons pas aller loin ». Il a souligné la nécessité de disposer de chiffres exacts sur la consommation, la production et les importations afin d'éclairer les décisions économiques et d'écarter définitivement les données approximatives. Le chef de l'État a également rappelé que « le progrès et la croissance économiques ne sauraient se réaliser sans la numérisation ». Cette transformation permettra, selon lui, de simplifier les démarches administratives grâce à la dématérialisation des procédures, tout en renforçant les mécanismes de contrôle. Elle contribuera également à protéger le pays contre « les pratiques du passé », telles que la falsification de documents ou la diffusion d'informations erronées.
Le secteur de l'habitat a occupé une place importante au cours de cette visite. À Rahmania, dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, Abdelmadjid Tebboune a inauguré le pôle urbain « Ahmed-Taleb-El Ibrahimi » et salué les performances enregistrées par ce secteur, qu'il a qualifié de « fierté pour l'Algérie ». Il s'est notamment félicité du fait que l'âge moyen d'accès au logement se situe désormais entre 30 et 31 ans, un niveau qu'il juge « tout à fait acceptable ». Il a également mis en avant « le niveau de confiance du citoyen dans les institutions de l'État » chargées de la réalisation des programmes de logements, avant d'adresser ses encouragements à l'ensemble des travailleurs du secteur pour les réalisations accomplies « dans la discrétion ». Cette reconnaissance s'est poursuivie à Dely Ibrahim avec l'inauguration du nouveau siège du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire. Saluant un édifice réalisé « dans un délai très court », le président de la République a estimé que cette infrastructure offrira au ministère les moyens de poursuivre ses missions et de lancer de nouvelles réalisations dans les domaines de l'urbanisme et de la construction. « Les réalisations accomplies par le secteur honorent l'Algérie ainsi que le secteur lui-même », a-t-il affirmé.
La santé figurait également parmi les priorités de cette tournée. À Rahmania, le président de la République a procédé à la pose de la première pierre de l'Institut algérien de thérapie cellulaire et génique, insistant sur le respect du délai de réalisation fixé à seize mois. Il a souligné l'importance de cette infrastructure, appelée à développer la recherche, la formation et les traitements dans les domaines de la médecine régénérative et des biotechnologies. À Mahelma, Abdelmadjid Tebboune a inauguré un établissement hospitalier spécialisé en cardiologie et chirurgie cardiaque pédiatrique destiné à assurer une prise en charge des enfants dès leur naissance. « L'Algérie a franchi de grands pas dans ce domaine », a-t-il déclaré, estimant que ces nouveaux projets permettront au pays de franchir « une nouvelle étape » dans l'amélioration de la prise en charge sanitaire des citoyens.
Le chef de l'État a, par ailleurs, rendu hommage aux compétences nationales établies à l'étranger pour leur contribution au développement du pays. Il a salué tout particulièrement les scientifiques des secteurs médical et spatial ainsi que ceux ayant participé récemment au lancement du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger. Abdelmadjid Tebboune est également revenu sur la politique sociale de l'État, rappelant que la majeure partie des dépenses publiques est consacrée à la santé, au logement, à l'éducation et à l'enseignement afin de préserver les équilibres sociaux. Il a estimé que cette orientation a permis à l'Algérie de figurer parmi les pays les plus avancés sur le plan socio-économique, selon les classements des organisations internationales.
Évoquant la sécurité hydrique, il a rappelé que les usines de dessalement couvrent actuellement 40 % des besoins des citoyens en eau potable et a annoncé que ce taux atteindra 62 % avec la mise en service des projets en cours.

MISE EN SERVICE DU CENTRE NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Un acquis stratégique pour l'Algérie

Par Reda Hadi

L'inauguration du Centre national des services numériques par le président de la République marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique.
Plus qu'une simple infrastructure informatique, ce projet constitue, selon le Dr Hacène Derrar, maître de conférences à l'École nationale supérieure de management (ENSM) et expert en stratégie du numérique, « un acquis stratégique qui permettra à l'Algérie de renforcer sa souveraineté numérique et de moderniser durablement les services publics ».
Invité de la Chaîne III de la Radio nationale, l'expert est revenu sur les enjeux de cette réalisation, qu'il considère comme l'aboutissement d'une volonté politique affirmée. Il rappelle que la numérisation a été érigée en priorité nationale par le président de la République, au même titre que les questions de sécurité énergétique, alimentaire ou sanitaire. Cette orientation stratégique, associée au travail du Haut-Commissariat à la numérisation et à l'implication de plusieurs ministères et institutions spécialisées, a permis de concrétiser un projet appelé à transformer profondément le fonctionnement de l'administration.
Le Centre national des services numériques repose sur plusieurs composantes complémentaires. Il s'appuie notamment sur deux centres de données (Data Centers), situés à Alger et à Blida, fonctionnant en mode redondant afin de garantir une continuité permanente des services, même en cas d'incident.
Le dispositif comprend également le portail national des services publics numérisés « Digital Services», désormais accessible aux citoyens. Cette plateforme constitue la porte d'entrée unique vers les démarches administratives en ligne. Selon le Dr Derrar, cette première phase permettra de mettre à disposition 21 services numériques concernant six ministères. Le programme prévoit une montée en puissance progressive pour atteindre environ 52 services d'ici la fin de l'année 2026, avant d'atteindre près de 350 services publics entièrement numérisés à l'horizon 2028.
Au-delà de la modernisation administrative, l'objectif est également de garantir la maîtrise nationale des données stratégiques. « Pendant longtemps, la majorité des données africaines étaient hébergées à l'étranger. Aujourd'hui, l'Algérie fait le choix de conserver ses données sur son propre territoire », souligne l'expert. À moyen terme, le spécialiste estime que d'autres centres de données pourraient être implantés, notamment dans le Sud du pays, où les disponibilités foncières et énergétiques offrent des perspectives importantes pour développer des infrastructures de grande capacité.
Si les infrastructures inaugurées sont aujourd'hui principalement destinées aux administrations publiques, le projet prévoit également le développement d'un cloud public accessible aux entreprises.
Cette évolution permettra aux opérateurs économiques d'héberger leurs applications et leurs données dans des infrastructures nationales hautement sécurisées, tout en bénéficiant des technologies du cloud computing. Pour le Dr Derrar, cette orientation constitue un levier essentiel de compétitivité pour les entreprises algériennes et un facteur supplémentaire d'indépendance technologique. Pour l'expert, la réussite du projet ne dépendra pas uniquement des infrastructures mais surtout de leur appropriation par les citoyens. « Le lancement d'une plateforme ne suffit pas. Ce qui compte désormais, c'est son taux d'utilisation », insiste-t-il, estimant que cette nouvelle phase sera décisive. Les plateformes devront démontrer leur robustesse technique, leur simplicité d'utilisation et leur capacité à absorber simultanément des millions de connexions.
Le développement de la confiance numérique apparaît également comme une condition essentielle. Les citoyens devront percevoir un avantage concret : moins de déplacements, moins de bureaucratie, davantage de rapidité dans les démarches administratives.
Pour favoriser cette transition, le spécialiste recommande de renforcer les campagnes de communication et de sensibilisation, mais aussi de créer, au niveau des communes et des bureaux de poste, des médiateurs numériques chargés d'accompagner les usagers dans leurs premières démarches en ligne.

SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL DU CITOYEN

L'Algérie change de dimension

Par S. R.

Entre infrastructures numériques, programmes de logement, équipements sanitaires de pointe et modernisation de l'action publique, les réalisations lancées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 64e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse, illustrent une vision associant souveraineté économique, progrès technologique et amélioration des conditions de vie du citoyen. S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale, le professeur en sciences économiques Houari Tighersi a estimé que cette démarche confirme que « l'Algérie a changé de dimension ». Selon lui, les grands projets inaugurés à l'occasion de cette célébration répondent à une même logique : consolider les fondements d'une économie souveraine tout en renforçant la protection sociale. Le secteur de l'habitat constitue, à ses yeux, l'un des principaux leviers de cette transformation. Avec le lancement de la distribution de 179 168 logements à travers le territoire national, l'État poursuit une politique qui a permis, depuis 2020, d'initier ou de livrer près de deux millions d'unités. Pour l'économiste, cette dynamique ne se limite plus à répondre à la demande sociale. « Nous sommes désormais dans une nouvelle étape où la qualité des aménagements, la numérisation des procédures et l'intégration économique deviennent aussi importantes que le volume des logements réalisés », a-t-il expliqué. L'expert a également souligné que l'ensemble des matériaux de construction utilisés est désormais produit localement. « Le ciment, la céramique ou encore le carrelage sont fabriqués en Algérie. Cette autonomie renforce notre souveraineté industrielle et ouvre des perspectives d'exportation vers les marchés africains », a-t-il affirmé. Il estime également que les nouveaux programmes préfigurent l'émergence de villes intelligentes, connectées à des zones industrielles et de services, capables de générer des emplois de proximité.
Cette stratégie de souveraineté s'étend également au domaine du numérique avec l'inauguration du Centre national algérien des services numériques à El Mohammadia. Pour Houari Tighersi, cette infrastructure est appelée à devenir un pilier stratégique de l'économie nationale. « Les données constituent aujourd'hui une infrastructure aussi importante que les ports, les routes ou les chemins de fer. La souveraineté numérique est devenue une condition indispensable de la souveraineté économique », a-t-il souligné. L'économiste insiste toutefois sur la nécessité d'accompagner cette transformation par un appareil statistique performant. Selon lui, la disponibilité de données fiables permettra d'améliorer la planification publique, d'orienter les investissements et de rationaliser les importations. « Une donnée fiable permet de passer du doute à la certitude dans la prise de décision », a-t-il conclu.

TÉBESSA

Une production attendue de plus de 600.000 quintaux de céréales

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tébessa prévoit une production de 613.000 quintaux de différentes variétés de céréales au terme de la campagne moissons-battage de la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris, lundi, auprès de cette structure.
Le chef du service de la production agricole et de l'appui technique de la DSA, Aymen Mahfoudi, a précisé à l'APS que cette production sera constituée de 423.000 quintaux de blé dur, 49.000 quintaux de blé tendre, 139.000 quintaux d'orge et 1.740 quintaux d'avoine.
Le même responsable, affirmant que la campagne de récolte se déroule "dans de bonnes conditions", a fait savoir qu'à la fin du mois de juin dernier, la production avait déjà dépassé les 295.000 quintaux de céréales.
S'agissant des capacités de stockage disponibles dans la wilaya de Tébessa, M. Mahfoudi a fait part d'un "renforcement" de moyens d'emmagasinage à la faveur de la réception et de la mise en service de trois (3) centres de stockage de proximité dans les communes de Cheria, d'El Ogla et -Aqla et Bir Dheb pour une capacité totale de 150.000 quintaux, auxquels s'ajoutent les 12 points de collecte et de stockage déjà opérationnels et qui peuvent stocker 1,27 million de quintaux.
Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne moissons-battage, notamment des moissonneuses-batteuses, des camions, des tracteurs et des citernes, en plus de l'accompagnement des agriculteurs par les cadres de la DSA.

APS

ORAN

Plus de 74 000 jeunes sortent du chômage

La wilaya d'Oran enregistre une avancée significative en matière d'insertion professionnelle des jeunes, avec plus de 74 000 bénéficiaires ayant accédé à un emploi après un passage par les dispositifs de formation.

Cette dynamique s'inscrit dans le cadre des politiques publiques visant à faciliter la transition entre chômage et activité professionnelle, notamment à travers l'accompagnement des allocataires. Selon les services de l'emploi, cette évolution positive est directement liée à l'orientation croissante des demandeurs d'emploi vers les centres de formation professionnelle, où ils acquièrent des compétences adaptées aux besoins du marché. Cette stratégie permet non seulement de renforcer leur employabilité, mais aussi de favoriser leur intégration rapide dans divers secteurs d'activité. Les autorités locales soulignent que ce mécanisme, mis en place pour garantir un minimum de protection sociale aux jeunes sans emploi, constitue également un levier efficace pour leur insertion durable. En plus de percevoir une allocation, les bénéficiaires profitent d'une couverture sociale et d'un encadrement leur permettant de se préparer à intégrer le monde du travail.
La tranche d'âge ciblée, généralement comprise entre 35 et 40 ans, représente une catégorie particulièrement concernée par ces dispositifs. Au cours des deux dernières années, les programmes de formation destinés aux allocataires ont connu une progression notable. Plus de 2 500 jeunes ont ainsi été formés dans des domaines variés, allant du bâtiment et des travaux publics à l'électricité, en passant par l'agriculture, la menuiserie, l'électronique, l'énergie, le textile, le cuir, l'hôtellerie et l'informatique. Lors de la session de février dernier, pas moins de 3 400 stagiaires ont rejoint ces cursus, confirmant l'intérêt croissant pour ces formations qualifiantes. Ce dispositif repose sur une coordination étroite entre plusieurs acteurs institutionnels. Une commission de wilaya, regroupant les directions de la formation professionnelle et de l'emploi, l'agence régionale de l'emploi ainsi que l'inspection du travail, assure le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires. Cette structure veille à l'efficacité des parcours de formation et à leur adéquation avec les opportunités d'embauche.
Dans cette optique, les centres de formation réservent chaque année un quota de places pédagogiques spécifiquement dédié aux jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage, notamment ceux ne disposant pas de qualifications élevées. L'objectif est de leur offrir un encadrement adapté et de développer leurs compétences afin de faciliter leur insertion dans le tissu économique local. À ce titre, plus de 6 300 places ont été mobilisées lors des sessions d'octobre et de février, réparties sur 32 établissements de formation à travers la wilaya. Cette mobilisation illustre l'engagement des pouvoirs publics à renforcer les passerelles entre formation et emploi.

R.E

TLEMCEN

Remise en service du téléphérique après d'importants travaux de maintenance

Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mahmoud Djamaa, a procédé, dimanche, en compagnie des autorités de la wilaya et de la famille révolutionnaire, à la remise en service du téléphérique de Tlemcen, après l'achèvement d'importants travaux de maintenance.
Cette opération s'inscrit dans le cadre des célébrations du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale.
Les travaux ont permis la remise en exploitation des stations du Grand Bassin, de la Station centrale et du plateau de Lalla-Setti, au profit des citoyens, après des opérations de démontage, de nettoyage, de contrôles techniques et d'essais non destructifs, suivis du remontage et des vérifications finales.
Selon les explications fournies, la ligne du téléphérique de Tlemcen s'étend sur 1.695 mètres et comprend 26 cabines, chacune dotée de huit places. Sa capacité de transport est de 1 080 voyageurs par heure dans chaque sens, avec un temps de parcours d'environ sept minutes entre les trois stations.
Ce projet vise à renforcer les infrastructures touristiques de Tlemcen et à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens et visiteurs, contribuant ainsi à la valorisation du potentiel touristique de la wilaya.
Dans le cadre des festivités du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a également présidé la distribution des clés et des décisions d'attribution de 1.890 logements, toutes formules confondues, lors d'une cérémonie organisée au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen. Le programme a également été marqué par l'inauguration d'un groupe scolaire au village Ouled Kada, dans la commune de Hennaya, baptisé du nom du chahid Ahmed-Harbi, ainsi que par l'ouverture d'un service de pédiatrie au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tlemcen.
Les célébrations ont débuté par un recueillement à la mémoire des martyrs au cimetière des chouhada de la commune de Hennaya.

APS

ORAN

Entrée en vigueur de quatre arrêtés de wilaya

Quatre arrêtés de wilaya sont entrés en vigueur à Oran afin de réglementer la circulation routière et de renforcer la sécurité et l'ordre public, indique un communiqué des services de la Sûreté de la wilaya d'Oran.
Le premier arrêté, n 3310 du 22 juin 2026, interdit la circulation des motocyclettes durant la période nocturne, de 22h00 à 07h00, sur l'ensemble du réseau routier de la wilaya d'Oran. Toute infraction à cet arrêté entraîne la mise en fourrière du véhicule pour une durée de 15 jours. En cas de récidive, cette sanction est doublée, souligne-t-on de même source. Le deuxième arrêté, n 3311, daté de la même date, interdit le transport de câbles en cuivre ainsi que de déchets et résidus de cuivre sur l'ensemble du territoire de la wilaya. Toute personne contrevenant à cette disposition s'expose aux sanctions prévues par la législation en vigueur. Le troisième arrêté, n 3312, interdit quant à lui, le transport par voie terrestre des embarcations de plaisance durant la nuit, de 20h00 à 06h00. Les contrevenants encourent les sanctions prévues par la loi, auxquelles s'ajoute la mise en fourrière de l'embarcation pour une durée de 30 jours. Le quatrième arrêté, n 3313, également daté du 22 juin 2026, interdit toutes les formes d'activités et de manifestations maritimes sur la plage de l'île de Paloma, relevant de la commune de Bousfer.
Toute infraction à cet arrêté est passible des sanctions prévues par la législation en vigueur. La Sûreté de la wilaya d'Oran a souligné avoir pris toutes les mesures sécuritaires et administratives nécessaires pour assurer l'application rigoureuse de ces arrêtés. Elle a, en outre, appelé les citoyens à s'y conformer afin de préserver la sécurité et la quiétude publiques.

R.R.

BOUIRA

Le projet d'hôpital d'Ain Bessam relancé

D'importants projets de développement ont été lancés et d'autres relancés samedi par les autorités locales de la wilaya de Bouira.
Lors d'une visite dans la ville d'Ain Bessam, à 20 km à l'ouest de la wilaya, la wali de Bouira, Mme Houria Aggoune, a procédé à la relance du projet de réalisation du nouvel hôpital pour une enveloppe financière de 3,7 milliards de dinars, selon la fiche technique du projet.
Inscrit en 2012 et lancé en 2014, ce projet a connu des arrêts de travaux dont le taux d'avancement n'a pas dépassé les 25%. Ces arrêts étaient dus à des "contraintes financières et techniques", selon les responsables locaux du secteur de la santé.
Tant attendu par les habitants d'Ain Bessam, le projet a finalement été relancé dans la matinée par la cheffe de l'exécutif local, Mme Aggoune, qui a donné à l'entreprise chargée des travaux des instructions pour livrer le projet dans un délai de 15 mois. A cet effet, elle a demandé à l'entreprise de renforcer le chantier et de mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires.
Toujours dans la commune d'Ain Bessam, Mme Aggoune, a procédé, en compagnie d'autres responsables de la wilaya, au lancement du projet de la réhabilitation du chemin communal n°4 reliant le chemin de wilaya n 97 à la Route nationale (RN 25) en passant par les villages de Trarfa, et d'Ouled Zidane, sur une distance de 6,5 km, selon les détails fournis par le directeur des travaux publics, Noureddine Gasmi.
"Un montant de 47 millions de dinars a été alloué à cette opération qui sera réalisée dans un délai de 3 mois", a expliqué à l'APS M. Gasmi. Le même responsable a ajouté en outre qu'un autre projet similaire a été lancé pour la réhabilitation et le renforcement de la RN 29 à Boudarbala (Ouest de Bouira), sur une distance de 12,7 km.
L'enveloppe allouée à ce projet est de l'ordre de 450 millions de dinars, et un délai de six (06) mois a été accordé à l'entreprise pour le réaliser, a encore précisé le directeur des travaux publics.
Dans la commune de Bir Ghbalou, les autorités locales ont procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM) et d'une école primaire.

APS

Ce ne sont pas les marchés capitalistes qui résoudront les pandémies ou la crise climatique

Davis, écrit Wallace-Wells, avait « des raisons impérieuses de revenir sur cette page secrète de l'histoire ». Il cherchait tout particulièrement à remettre en cause les récits historiques traditionnels qui, soit ignoraient ces famines dévastatrices, soit en déformaient profondément les causes politiques et économiques.

2e partie

Par Jag Bhalla (*)

Pour bien faire comprendre pourquoi on ne peut pas compter uniquement sur les marchés pour établir des priorités collectives moralement justifiées, il suffit de prendre en compte l'estimation de l'ONU voulant que le coût de l'éradication de la faim dans le monde s'élève à 93 milliards de dollars par an. Or, les dépenses mondiales annuelles en crème glacée s'élèvent à 120 milliards de dollars, celles en cosmétiques à 490 milliards de dollars et celles en aménagements paysagers à 600 milliards de dollars. Ce choix de priorités dictées par le marché économique est-il éthique ?
Wallace-Wells n'aborde pas assez franchement la question de savoir si, dans le contexte d'une crise climatique qui ne cesse de s'aggraver, les orientations promarché de notre classe politique actuelle seront moins moralement répréhensibles que celles des vice-rois crapuleux ou des partisans de l'« apartheid vaccinal » mentionnés plus haut. Pour en mesurer les risques, penchons-nous sur la position de son collègue Ezra Klein sur le climat.
Dans une tribune intitulée « Vos enfants ne sont pas condamnés », Klein exprime clairement son inquiétude morale face au sort des pauvres dans le monde : « Nous aurons pillé l'avenir de milliards de personnes pour assouvir nos appétits présents. » Il perçoit clairement le dilemme entre les besoins fondamentaux des plus démunis et le confort de notre mode de vie, mais il estime en fin de compte qu'on ne peut pas laisser leurs souffrances entraver une « politique du toujours plus ». Plus précisément, cela s'adresse à son lectorat issu de l'élite mondiale qui dispose de ressources importantes (le revenu médian aux États-Unis place les Américains au « 93e centile mondial », et une grande majorité des lecteurs du New York Times gagnent bien plus que ce revenu médian). Restreindre la consommation des plus aisés pourrait atténuer les préjudices subis par les plus démunis à l'échelle mondiale, mais pour Klein, les contraintes liées au mode de vie constitueraient un « sacrifice » politiquement irréaliste.
On peut établir des parallèles entre ces priorités et celles des scélérats décrits dans *Late Victorian Holocausts*, lesquels se disaient pour la plupart libéraux, menaient des politiques favorables au marché et faisaient passer le profit ou leur intérêt personnel avant le soulagement des souffrances de personnes considérées, en réalité, comme jetables.
Ainsi, ces libéraux de la vieille école de l'Economist ont écrit qu'il était malavisé d'encourager « les Indiens flemmards […] [à croire] qu'il est du devoir du gouvernement de les maintenir en vie ». Lord Salisbury, secrétaire d'État pour l'Inde, affirmait : « C'est une erreur de dépenser de l'argent pour sauver un tas de nègres. »
Pendant ce temps, de nombreux Britanniques ordinaires étaient consternés. Le Times of London déplorait que « le vice-roi soit intervenu pour réprimer les élans de charité ». Un fonds de secours fut constitué grâce à des millions de petites contributions, ce que le vice-roi Lord Lytton qualifia de « véritable nuisance ». Aujourd'hui encore, le risque d'un tel fossé entre la décence populaire et la cruauté des élites demeure.
L'espérance de vie au Nigeria est de cinquante-quatre ans, ce qui correspond à seulement 3 % de l'« espérance de ressources sur toute la durée de vie » d'un Britannique moyen.
D'une manière générale, Klein se préoccupe, ce qui est louable, des souffrances qu'il juge moralement révoltantes. Mais il semble accorder davantage d'attention aux malheurs des poulets ou à d'hypothétiques êtres numériques du futur qu'aux ravages climatiques qui menacent les populations pauvres du monde entier.
C'est peut-être difficile à accepter, mais les budgets carbone ont des limites et nos choix de consommation, dès lors qu'ils ne sont pas neutres en carbone, aggravent les dommages climatiques. Cela met à rude épreuve le principe libéral de non-préjudice. Sommes-nous libres de continuer à mener une consommation qui alourdit le fardeau pesant sur les populations les plus vulnérables de la planète ? Certainement pas. Les libéraux qui se réclament des valeurs humanitaires devraient agir en conséquence. À défaut, ils révèlent leurs véritables priorités tactiques : ils ne se montrent altruistes que lorsqu'ils ont quelque chose à y gagner. Cette bienveillance sans contrepartie n'est ni véritablement généreuse ni noble.
Le fait que Klein recoure à un vocabulaire économique dans son raisonnement moral est révélateur : « la souffrance [des animaux d'élevage] n'est pas prise en compte dans le prix de la viande ». D'accord, mais une grande partie de la misère humaine n'est pas non plus « prise en compte » dans le mode de vie typique des lecteurs du New York Times. Pour définir l'élite mondiale en matière de ressources, on pourrait se référer aux personnes appartenant au décile supérieur des revenus mondiaux (plus de 66 000 dollars). Existe-t-il un prix acceptable pour les vies plus courtes et extrêmement paupérisées des plus démunis de la planète ? L'espérance de vie au Nigeria est de cinquante-quatre ans (2024), ce qui représente seulement 3 % de l'« espérance de ressources sur toute la durée de vie » d'un Britannique moyen (leur ancien oppresseur colonial).
Pendant ce temps, les membres du 1 % le plus riche de la population mondiale, lecteurs du New York Times, gagnent en neuf jours plus d'argent que ce que les personnes appartenant au décile le plus pauvre ne gagneront au cours de toute leur vie. Environ 7,2 milliards de personnes vivent en dessous, et vraiment très, très en dessous, du seuil de pauvreté fédéral américain (43,70 dollars par jour). Par exemple, le revenu médian mondial est d'environ 7,60 dollars par personne et par jour. Cela signifie que quatre milliards de personnes vivent avec moins d'un cinquième du seuil de pauvreté américain.
Ces gigantesques injustices en matière de ressources reposent sur des disparités coloniales et raciales persistantes et ne tiennent pas compte des impacts climatiques à venir (sur ceux qui en sont les moins responsables).

La face cachée du progrès

Une fois encore, les marchés peuvent accomplir des merveilles qu'il serait insensé d'ignorer. Mais s'en remettre principalement aux marchés n'est souvent pas du tout le moyen adapté pour respecter ses obligations morales. Pire encore, mélanger logique du marché et logique morale conduit à des distorsions flagrantes et immorales, en donnant la priorité à une prétendue solidarité qui garantit que nous en tirons profit (c'est là le côté obscur de certaines approches dites « gagnant-gagnant »)
Selon le dernier rapport sur les inégalités dans le monde, les flux financiers des pays pauvres vers les pays riches « représentent environ trois fois le montant de l'aide au développement ». Et 3,4 milliards de gens vivent dans des pays où le service de la dette extérieure dépasse les dépenses consacrées à la santé ou à l'éducation. Il ne s'agit pas là d'une forme morale d'« assistance ». C'est un égoïsme ahurissant. Et comme cela perpétue des souffrances qui pourraient être évitées, on ne peut pas vraiment appeler ça bienveillance.
Comme l'écrit l'historienne Priya Satia, de nombreux colonisateurs croyaient sincèrement faire le bien en menant une « mission civilisatrice », mais il s'agissait en réalité d'une forme de « gestion de la conscience ». De nos jours, un argument tout aussi fallacieux consiste à présenter les marchés comme un moyen efficace de réduire la pauvreté dans le monde. Cette affirmation contient une infime part de vérité, mais la réalité est qu'il s'agit d'une illusion pernicieuse et intéressée. L'extrême pauvreté mondiale a diminué, mais le seuil utilisé correspond à environ un vingtième du seuil de pauvreté américain ; ce n'est donc pas une chose dont nous devrions nous réjouir sans réserve.
Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté, affirme qu'avec les méthodes actuelles axées sur le marché, « il faudra 200 ans pour faire disparaître la pauvreté au-dessous du seuil de 5 dollars par jour ».

(A suivre)

(*) Auteur spécialisé dans les sciences, les technologies et l'histoire des idées. Il vit à Washington.

Source : Jacobin, 27-05-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

Lancement à Nouakchott de la Stratégie nationale de santé mentale et de lutte contre les addictions

Le ministre de la Santé, M. Thuan Tijane, accompagné du ministre de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, M. Mohamed Abdallahi Ould Louly, a présidé, à Nouakchott, la cérémonie de lancement de la première Stratégie nationale intégrée et multisectorielle de santé mentale et de lutte contre les addictions (2026-2030).

Dans son allocution, le ministre de la Santé a souligné que cette stratégie constitue une étape majeure dans le développement du système national de santé et traduit les orientations de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui a fait de l'investissement dans le capital humain, de la protection de la jeunesse, du renforcement de l'État social et du rapprochement des services des citoyens des axes fondamentaux de son programme « Mon ambition pour la Patrie ».

Il a indiqué que la santé mentale n'est pas uniquement une question médicale, mais un enjeu touchant l'individu, la famille, l'école, le travail, la sécurité et le développement. Selon lui, lui accorder l'attention qu'elle mérite permet de protéger la jeunesse, de renforcer les capacités des citoyens à apprendre, travailler et produire, tout en réduisant les effets des addictions, de la stigmatisation et de l'isolement.

Le ministre a affirmé qu'il n'est plus acceptable que la santé mentale demeure reléguée au second plan ou considérée comme un sujet marginal. Elle constitue désormais une composante essentielle du droit à la santé et de la construction d'une société équilibrée, sûre et équitable. Il a rappelé que les données nationales mettent en évidence plusieurs défis, notamment le manque de ressources humaines spécialisées, la concentration des services à Nouakchott, l'insuffisance de certains médicaments essentiels ainsi que la nécessité d'intégrer les soins de santé mentale dans les soins de santé primaires et de les rapprocher des citoyens dans toutes les régions du pays.

Il a expliqué que cette stratégie propose une feuille de route fondée sur la prévention, la sensibilisation, le dépistage précoce, les soins, la réhabilitation, la lutte contre la stigmatisation et la protection de la dignité des personnes souffrant de troubles mentaux ou d'addictions. Elle repose également sur une approche multisectorielle impliquant les secteurs de l'éducation, de la jeunesse, des affaires sociales, de la justice, de l'intérieur, des affaires islamiques, de la sécurité, de la défense, ainsi que la société civile, les médias et les partenaires techniques et financiers.

Agence

LIBYE

La NOC scelle le retour des majors avec de nouveaux contrats pétroliers et un accord unifié sur Irwan

Le président de la National Oil Corporation (NOC), Masoud Suleiman, a officialisé la signature d'accords d'exploration-production et de partage (Exploration Production and Sharing Agreements, EPSA) issus du round d'appels d'offres 2025 avec plusieurs groupes internationaux.

Ces accords marquent une nouvelle étape dans le réengagement des investisseurs étrangers dans l'amont pétrolier libyen. Selon la NOC, ces EPSA concernent notamment des consortiums emmenés par l'espagnol Repsol, la compagnie publique Türkiye Petrolleri, l'italien Eni et QatarEnergy, ainsi qu'un groupement réunissant MOL Group, Türkiye Petrolleri et Repsol.

La compagnie nationale précise que ces contrats font suite au cycle d'octroi de licences 2025 et s'inscrivent dans un plan visant à porter la capacité de production de pétrole de la Libye à 2 millions de barils par jour, contre environ 1,4 million de barils par jour actuellement, en misant sur un surcroît d'investissements étrangers et de récupération assistée sur les gisements existants.

Quelques jours plus tôt, la NOC avait déjà signé un accord unifié d'exploitation (Unified Operating Agreement) pour le champ I/R d'Irwan dans le bassin de Murzuq, avec Akakus Oil Operations et ses partenaires étrangers TotalEnergies, Repsol, Equinor et OMV, afin d'harmoniser la gouvernance technique et financière d'un actif exploité depuis des années dans un cadre contractuel fragmenté. La direction de la NOC met en avant cet accord d'Irwan comme un levier pour améliorer l'efficacité opérationnelle et préparer de nouveaux investissements sur ce gisement stratégique du sud-ouest libyen.

"Cette série d'accords traduit un pari assumé sur la stabilité relative du secteur pétrolier libyen et une volonté des majors de revenir sur des positions amont qu'elles avaient, pour certaines, mises en sommeil." — Analyste secteur hydrocarbures, Tripoli, Libya Economic Review

Un signal envoyé aux majors malgré les réserves politiques

Début avril 2026, le président du Conseil présidentiel, Mohamed al-Menfi, avait demandé à la NOC de ne conclure aucun nouvel accord de partage de production ou arrangement similaire concernant des champs déjà en production, invoquant la protection de l'intérêt national et la nécessité de renforcer la transparence dans la gestion des ressources pétrolières.

Cette décision faisait suite à la suspension par le Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah d'un accord controversé entre Arabian Gulf Oil Company (AGOCO) et la société privée Arkenu, critiqué pour son manque de transparence.

Dans ce contexte, les accords conclus en juin illustrent la volonté de la NOC de poursuivre l'ouverture du secteur aux investisseurs internationaux tout en concentrant ces nouveaux engagements sur des actifs distincts des principaux champs déjà exploités.

R I.

TUNISIE

La plateforme nationale de l'investisseur officiellement lancée

La plateforme nationale de l'investisseur, développée par la Tunisia Investment Authority (TIA), a été officiellement lancée. Cette plateforme numérique vise à centraliser les principaux services et informations destinés aux investisseurs sur un portail unique.

Conçue dans le cadre de la modernisation des services liés à l'investissement, la plateforme permet aux investisseurs tunisiens et étrangers d'accéder à différentes informations sur le cadre réglementaire, les procédures administratives, les opportunités d'investissement ainsi que les dispositifs d'incitation existants. Elle offre également un accès à plusieurs services dématérialisés, avec pour objectif de faciliter les démarches administratives et d'améliorer les échanges entre les investisseurs et les différentes structures publiques concernées.

Selon la TIA, cette plateforme s'inscrit dans les efforts de digitalisation des services publics dédiés à l'investissement. La plateforme nationale de l'investisseur s'inscrit dans la stratégie d'amélioration de l'environnement des affaires et de l'investissement en Tunisie.

À terme, la plateforme devrait évoluer progressivement à travers l'intégration de nouveaux services numériques, en coordination avec les différentes administrations et organismes concernés.

Agence

ÉGYPTE

1,6 milliard $ attendus du FMI après les revues des réformes

Cette décision fait suite à une mission du Fonds monétaire international au Caire, menée du 11 au 21 mai. Avec cette nouvelle étape, les décaissements en faveur de l'Égypte au titre des deux programmes atteindraient environ 7,2 milliards de dollars.

L'Égypte pourrait profiter d'un nouveau décaissement d'environ 1,636 milliard de dollars du Fonds monétaire international (FMI), à la suite d'un accord au niveau des services sur le septième examen du programme appuyé par le Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et le deuxième examen de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). L'annonce a été faite le lundi 29 juin dans un communiqué de l'institution.

Dans le détail, le financement attendu comprend 1,5 milliard de dollars au titre du MEDC et 136 millions de dollars dans le cadre de la FRD. Le programme MEDC vise à soutenir la stabilité macroéconomique, à restaurer les marges de manœuvre budgétaires et à promouvoir une croissance plus inclusive portée par le secteur privé.

Sur le volet climatique, les autorités égyptiennes ont réalisé des avancées dans l'intégration des risques liés au climat dans la planification des investissements publics, le renforcement de leur prise en compte dans la politique budgétaire, ainsi que la mobilisation de financements privés en faveur de la transition écologique.

Selon le FMI, l'économie égyptienne a globalement résisté aux effets des tensions au Moyen-Orient, grâce à un ensemble de mesures, dont le relèvement des prix des carburants et de l'électricité, la rationalisation des dépenses publiques et la réallocation de certaines ressources vers des priorités sociales.

La croissance du PIB réel a atteint 5 % au troisième trimestre, portant la performance à 5,2 % sur les trois premiers trimestres de l'exercice budgétaire. L'inflation reste toutefois élevée, à 14,6 % en mai, tandis que le déficit du compte courant s'est légèrement creusé sous l'effet de la hausse des importations. Sur le plan budgétaire, l'institution prévoit un excédent primaire de 5 % du PIB pour l'exercice 2026/2027, contre 4,8 % un an plus tôt.

Le Fonds insiste néanmoins sur la nécessité de poursuivre les réformes afin de renforcer la viabilité de la dette publique, notamment à travers une meilleure gestion de la dette, la réduction des besoins de financement de l'État et le maintien d'une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation, tout en préservant la flexibilité du taux de change face aux chocs externes.

Notons qu'avec cette nouvelle étape, le total des financements versés à l'Égypte dans le cadre de ces deux programmes atteindrait environ 7,2 milliards de dollars.

R I.

SÉNÉGAL

L'aviculture entre dans une nouvelle phase de croissance portée par les financements

Au Sénégal, la volaille constitue la deuxième source de protéines animales après le poisson. Dans un marché fortement protégé de la concurrence extérieure, les opérateurs locaux renforcent leurs capacités de production afin de répondre à une demande en constante progression.

L'aviculture sénégalaise est en train de changer d'échelle. En un peu plus d'un an, plusieurs entreprises locales du secteur ont bénéficié d'importants financements accordés par des institutions financières nationales et internationales.
Le 25 juin dernier, l'entreprise avicole La Ripaille a ainsi conclu un accord avec le fonds Oyass Capital, sous-fonds du Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS), portant sur un investissement de 1,3 milliard FCFA (2,25 millions $).
Implantée à Keur Moussa, La Ripaille développe un modèle intégré associant élevage de poules pondeuses, poussinières, fabrication d'aliments, abattage et commercialisation. Ce financement doit soutenir son expansion ainsi que le développement de capacités de reproduction destinées à réduire la dépendance du Sénégal aux importations d'œufs à couver.
Quelques mois plus tôt, en novembre 2025, l'entreprise agroalimentaire Gade Gui avait obtenu auprès de Proparco un financement de 2,5 milliards FCFA (4,3 millions $) pour construire et exploiter une ferme moderne de poules pondeuses intégrant l'élevage, le tri et le conditionnement des œufs. À terme, cette infrastructure devrait produire plus de 80 millions d'œufs par an.
Auparavant, l'Africaine de Production Animale (APRAN), également active dans la filière avicole, avait obtenu un prêt de 5,4 millions $ auprès de la Société financière internationale (SFI) afin de renforcer sa production d'aliments pour animaux, ses activités d'élevage de poulets de chair ainsi que celles de reproducteurs.

Une filière devenue plus attractive pour les investisseurs

Cette succession d'investissements reflète une transformation plus profonde de la filière. Selon un rapport publié en 2022 par le Forum pour la Recherche agricole en Afrique, plusieurs réformes engagées depuis le milieu des années 2000 ont progressivement réduit le risque économique associé à l'aviculture commerciale.
Dans le contexte de l'épizootie de grippe aviaire qui touchait l'Afrique de l'Ouest en 2005, Dakar avait suspendu les importations de produits avicoles afin de protéger les élevages nationaux contre les risques de contamination. Cette mesure est toujours en vigueur. Elle concerne les volailles vivantes, y compris les poussins d'un jour (à l'exception des poussins de reproducteurs), les viandes et découpes de volailles ainsi que les œufs et ovoproduits destinés à la consommation.
Selon le rapport, cette suspension a permis de créer un marché intérieur relativement protégé, offrant une meilleure visibilité sur la demande et des débouchés plus stables.
« L'élimination de la concurrence extérieure, qui est beaucoup plus compétitive que la production locale, a permis d'accroître la confiance des investisseurs privés dans l'aviculture », souligne le document.
Parallèlement, la progression de la consommation intérieure a renforcé l'attractivité du secteur, notamment pour les œufs et la viande de volaille. L'Interprofession avicole du Sénégal (IPAS) estime ainsi que la consommation de viande de poulet augmente de 8 à 10 % par an.

Synthèse R I.

NIGERIA

La justice bloque l'achat de plus d'un million de compteurs électriques

Au Nigeria, des millions de foyers paient encore leur électricité sans compteur, sur la base d'estimations souvent contestées. Une initiative destinée à résoudre ce problème se heurte à une résistance inattendue.
Au Nigeria, une bataille judiciaire menace le Distribution Sector Recovery Program (DISREP), destiné à moderniser la distribution d'électricité à travers le pays. L'Association des fabricants de compteurs du Nigeria (AMMON) a obtenu une décision de justice empêchant l'achat international de 1,55 million de compteurs intelligents. C'est ce qu'a révélé le dernier rapport de suivi de ce projet soutenu par la Banque mondiale, a rapporté Nairametrics, samedi 27 juin. AMMON qui représente les fabricants et assembleurs locaux de compteurs électriques, estime que ce mode d'achat exclut les entreprises nigérianes et fragilise le développement industriel du pays. La structure chargée de la procédure d'achat, la Compagnie de transport d'électricité du Nigeria (TCN), a déjà repoussé trois fois la date limite de dépôt des offres, la dernière échéance ayant été fixée au 25 juin.
Dans son rapport, l'institution de Bretton Woods avertit que ce litige est devenu le principal risque pesant sur la réussite de cette initiative. « Si le différend ne peut être résolu à court terme, l'annulation de cette procédure d'achat devra peut-être être envisagée pour éviter l'incertitude sur le marché, la hausse des coûts et de nouveaux retards », indique le document.
Ce n'est pas la première fois qu'AMMON s'oppose à ce type d'achat international. En octobre 2023, l'association avait déjà obtenu une injonction provisoire similaire devant un tribunal de Kano, avant que l'affaire ne soit abandonnée sous la pression du gouvernement. Cette fois, AMMON exige que la moitié au moins des compteurs du DISREP soit réservée aux fabricants nigérians. L'association affirme disposer d'une capacité de production locale d'environ 5 millions de compteurs par an, dont 500 000 unités immédiatement disponibles.

R.E

DE L'OR AU LITHIUM

L'ivoirien Corica Mining étend ses services dans les mines au Mali

Au-delà des compagnies minières, la construction et l'exploitation d'une mine reposent aussi sur des sociétés de sous-traitance. Active depuis 2002, Corica Mining Services s'est progressivement imposée comme l'un des principaux acteurs de ce segment en Afrique de l'Ouest.
La junior minière australienne Toubani Resources a annoncé, mercredi 1er juillet, la désignation de Corica Mining Services comme entrepreneur minier de sa future mine d'or Kobada, au Mali. Ce contrat permettra à cette société de sous-traitance basée à Abidjan en Côte d'Ivoire d'étendre davantage sa présence dans le pays sahélien, où elle intervient déjà sur plusieurs projets miniers, allant de l'or au lithium.
Selon Toubani Resources, l'attribution de ce contrat est l'aboutissement d'un appel d'offres. D'une durée initiale de cinq ans, l'accord reste toutefois soumis à la finalisation de certains termes contractuels entre les deux parties. En tant qu'entrepreneur minier, Corica fournit généralement des services couvrant différentes étapes des opérations, depuis les travaux préparatoires jusqu'à l'exploitation de la mine, notamment le forage, le minage, le chargement et le transport du minerai.
Pour Kobada, dont la construction doit démarrer cette année en vue d'une entrée en production en 2027, l'intervention de Corica pourrait donc être déterminante.
En attendant, la société intervient déjà sur les mines maliennes d'or Syama (Resolute Mining) et Sadiola (Allied Gold), selon son site web. Depuis 2022, elle est aussi active sur le projet de lithium Goulamina, avec un contrat évalué à 348 millions USD en 2023.
« La nomination de Corica marque une nouvelle étape majeure alors que le projet Kobada se rapproche de la phase d'exploitation. S'associer à un entrepreneur minier hautement expérimenté et dont la réputation est établie, tel que Corica, renforce la trajectoire du projet Kobada vers la production ; nous nous réjouissons de la perspective de bâtir une relation durable », a déclaré Phil Russo, directeur général de Toubani.
Aucune échéance n'a toutefois été communiquée pour la finalisation du contrat, alors que Toubani Resources a arrêté la décision finale d'investissement de Kobada en mars dernier. La future mine devrait produire en moyenne 162 000 onces d'or par an sur une durée de vie de 9,2 ans, pour un investissement estimé à 216 millions USD.

Agence

MOZAMBIQUE

TotalEnergies intègre le solaire dans son mégaprojet gazier d'Afungi

Après cinq ans d'arrêt forcé, le mégaprojet gazier de TotalEnergies au Mozambique a repris ses activités en janvier 2026. Depuis, la compagnie française multiplie les initiatives destinées à accélérer la construction. TotalEnergies va installer une centrale solaire sur son chantier de gaz naturel liquéfié (GNL) à Afungi, dans la province de Cabo Delgado au nord du Mozambique. La multinationale a lancé mercredi 1er juillet un appel à manifestation d'intérêt pour la construction, l'installation et l'exploitation de l'infrastructure, selon un appel d'offres consulté par Lusa.
La centrale couvrira environ 6,5 hectares et comprendra quelque 13 224 panneaux solaires, déjà acquis par le groupe français. Le prestataire retenu sera chargé de leur installation et de l'exploitation de la centrale une fois construite. Sa capacité de production atteindra 7,1 mégawatts (MW).
L'électricité produite alimentera directement les activités de construction et d'exploitation du site gazier, réduisant ainsi sa dépendance aux sources d'énergie conventionnelle. L'objectif déclaré de TotalEnergies est de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à ses propres opérations, ce que les spécialistes appellent les émissions de « scope 1 » et « scope 2 », c'est-à-dire les émissions directes et celles liées à la consommation d'énergie.
La compagnie avait déjà été condamnée par un tribunal parisien fin juin, pour insuffisance de sa stratégie climatique, dans un contexte où elle cherchait à revoir ses engagements à la baisse.

Un chantier qui reprend après cinq ans d'arrêt

Ce projet solaire s'inscrit dans la dynamique de reprise complète du mégaprojet Mozambique LNG, officiellement relancé le 29 janvier à Afungi en présence du président mozambicain Daniel Chapo et du directeur général de TotalEnergies Patrick Pouyanné.
Les travaux avaient été interrompus en avril 2021 après que TotalEnergies avait déclaré la force majeure en raison d'attaques armées dans la province de Cabo Delgado.
Le projet estimé à 20 milliards de dollars, est actuellement achevé à environ 40 %. La majeure partie des études d'ingénierie et des approvisionnements en équipements avaient été finalisés pendant la période de suspension.
Plus de 4000 travailleurs sont désormais mobilisés sur le site, dont plus de 3000 ressortissants mozambicains, selon TotalEnergies. La première production de GNL est attendue pour 2029, avec une capacité totale de 13 millions de tonnes par an.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales abordent la semaine avec prudence

Les Bourses mondiales commencent la semaine sur une note prudente, les investisseurs arbitrant entre l'apaisement du risque géopolitique, la défiance envers le secteur tech et les anticipations de politique monétaire.

"Les marchés reviennent du long week-end", vendredi était férié aux Etats-Unis, "dans un état d'esprit plutôt positif, tout en restant confrontés à des forces contradictoires liées à l'apaisement des risques géopolitiques, à la diminution des risques de hausse des taux d'intérêt américains et à la persistance d'un sentiment négatif envers les valeurs technologiques", commente Kyle Rodda, analyste des marchés financiers pour Capital.com.
"Cela donne le ton pour le reste du mois, qui sera dominé par les négociations entre les États-Unis et l'Iran, les incertitudes concernant l'évolution de la politique monétaire américaine et les publications de résultats des entreprises", poursuit-il.
Le nouveau président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Kevin Warsh, a souligné mercredi devant d'autres banquiers centraux réunis à Sintra, au Portugal, que les attentes d'inflation ont "diminué", bien que son niveau reste encore trop élevé.
Pour les marchés d'actions, "le scénario idéal serait celui où les discussions de paix progressent, où les données américaines montrent une modération des pressions inflationnistes et où les bénéfices des entreprises technologiques américaines continuent de dépasser des attentes déjà très élevées", souligne l'analyste.
En Europe, dans les premiers échanges, la Bourse de Paris prenait 0,39%, Francfort gagnait 0,09%, Londres 0,32% et Milan 0,42%.
"En Asie, tous les regards sont actuellement tournés vers le Kospi", l'indice phare de la Bourse de Séoul, "après une période particulièrement mouvementée", note Jim Reid, économiste de la Deutsche Bank.
Après avoir progressé de près de 3% en début de séance, l'indice fortement exposé à la tech a finalement terminé en baisse de 0,46%. A la Bourse de Tokyo, le Nikkei a terminé stable (-0,01%).
En Chine, la Bourse de Shanghai a cédé 0,07% quand la Bourse de Hong Kong prenait 0,72% dans les derniers échanges.

La tech dans le rouge

"Après le fort rebond des valeurs technologiques la semaine dernière, les marchés abordent ce lundi avec une approche plus sélective", relève Patrick Munnelly, de Tickmill Group.
"Les investisseurs ne tournent pas le dos à la thématique de l'intelligence artificielle, mais ils s'interrogent sur la capacité d'un secteur valorisé à la perfection à continuer de produire des résultats parfaits à l'approche de la saison des publications de résultats", relève-t-il.
A Francfort, le fabricant de puces Infineon (-2,60%) suit la baisse des valeurs technologiques en Asie. A Paris, STMicroelectronics cédait 1,50% et Soitec 2,64%. A Amsterdam, ASML, première capitalisation en Europe, se repliait également de 1,59% vers 07H15 GMT. A Séoul, SK hynix a perdu 3,38%.

Le dollar orienté à la hausse

"Même si la baisse des prix du pétrole a jusqu'à présent contenu les anticipations d'inflation, les marchés continuent d'intégrer une hausse des taux de la Fed" à plus long terme, indique Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote.
Cette orientation plus restrictive apporte un soutien au dollar américain.
Vers 07H15 GMT, le billet vert prenait 0,14% face à la monnaie unique, à 1,1420 dollar pour un euro.

Le pétrole digère l'Opep+

L'Arabie saoudite, la Russie, et cinq autres membres de l'Opep+ ont décidé dimanche de relever à nouveau leurs quotas de production de pétrole de 188.000 barils par jour, sur fond de signaux encourageants concernant la navigation dans le détroit d'Ormuz.
"Cette hausse ne modifiera pas sensiblement l'offre mondiale, mais elle intervient à un moment où les discussions autour d'un excédent d'offre refont surface, tirant les prix du pétrole vers le bas", souligne Mme Ozkardeskaya.
Le baril de Brent de la mer du Nord, la référence mondiale, perdait 0,19% à 71,98 dollars, et son équivalent américain, le WTI, lâchait 0,06% à 68,65 dollars le baril vers 07H15 GMT.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Juillet 2026
Valeur : 08 Juillet 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.0949	133.1099
1	EUR	EURO	151.9411	151.9716
1	GBP	POUND STERLING	177.5309	177.5509
100	JPY	JAPANESE YEN	82.0004	82.0349
1	CNY	CHINESE YUAN	19.5941	19.5992
1	CHF	SWISS FRANC	165.2532	165.2923
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.5641	93.5944
1	DKK	DANISH KRONE	20.3267	20.3321
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7694	13.7732
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.5303	13.5347
1	AED	UAE DIRHAM	36.2380	36.2441
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4438	35.4497
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.547	432.7370
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8391	45.2898
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2273	14.2289
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7300	20.8365
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3224	3.3327
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.6964	180.6964

EUROPE

Les Bourses au beau fixe, Thales anime la cote avec Exail

Les marchés actions européens évoluent en hausse en ce début de semaine, portés par une actualité particulièrement dense sur le front des entreprises. Le CAC 40 progresse de 0,52% à 8 552 points et l'Euro Stoxx 50 de 0,29%.
La principale opération du jour est à mettre au crédit de Thales (+1,93%), qui a conclu un accord engageant avec la famille Gorgé en vue de l'acquisition de sa participation de 35,51% dans Exail Technologies (+2,20%). Cette opération, première étape d'une prise de contrôle du spécialiste de la robotique maritime, repose sur un prix de 134 euros par action, valorisant Exail à 3,9 milliards d'euros, soit une prime de 44% par rapport au cours du 25 juin. La transaction devrait être finalisée d'ici le troisième trimestre 2027, avant le lancement d'une offre publique d'achat obligatoire sur le reste du capital. Cette annonce intervient après l'abandon des discussions entre Safran (+0,90%) et Exail concernant un éventuel rapprochement.
Vinci (-1,02%) a remporté trois contrats de long terme par les "boroughs" de Westminster et de Bromley, pour une valeur totale de près de 70 millions d'euros par an.
Casino (-0,54%) a reçu deux propositions fermes de restructuration financière, émanant de ses créanciers Term Loan B (TLB) et de son actionnaire de référence France Retail Holdings (FRH). Le distributeur précise que les deux scénarios se traduiraient par une forte dilution des actionnaires actuels. Le groupe prévoit d'arrêter, au cours du mois de juillet, les modalités de son plan de sauvegarde modifié, tout en ayant obtenu un accord de principe de ses partenaires bancaires sur un nouveau dispositif de financement destiné à accompagner sa restructuration.
À Londres, easyJet s'envole de plus de 10% après avoir accepté le principe d'une offre publique d'achat améliorée du fonds d'investissement américain Castlelake, qui valorise la compagnie aérienne à 5,5 milliards de livres sterling.
A Francfort, Continental abandonne 1,13%, les investisseurs accueillant avec prudence l'annonce de la cession de sa division ContiTech au fonds de capital-investissement Lone Star Funds.
Sur le front macroéconomique, les commandes à l'industrie allemande ont progressé de 1,9% en mai, au-dessus des attentes des économistes (+1,1 %), après un repli de 3,2 % le mois précédent.
Les investisseurs suivront désormais la publication, cet après-midi aux États-Unis, des indices PMI Composite de S&P Global et ISM des services, qui fourniront de nouvelles indications sur la dynamique de l'économie américaine. Sur le marché des changes, l'euro cède 0,16% à 1,1418 dollar.

R I.

ELLE AVANCE PRUDEMMENT

La Bourse de Paris s'affiche en hausse

La Bourse de Paris avance prudemment lundi, les investisseurs arbitrant entre la défiance autour du secteur tech, les anticipations de politique monétaire et le soulagement géopolitique. Vers 09H45 heure de Paris, l'indice CAC 40 prenait 0,39% à 8.540,99 points, après avoir ouvert à plat. Vendredi, l'indice des 40 plus grandes valeurs françaises avait gagné 0,39% pour terminer à 8.508,07 points.
Les marchés sont "confrontés à des forces contradictoires liées à l'apaisement des risques géopolitiques, à la diminution des risques de hausse des taux d'intérêt américains et à la persistance d'un sentiment négatif envers les valeurs technologiques", résume Kyle Rodda, analyste des marchés financiers pour Capital.com.
Sur le front de la politique monétaire, le nouveau président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Kevin Warsh, a souligné mercredi devant d'autres banquiers centraux réunis à Sintra, au Portugal, que les attentes d'inflation ont "diminué", bien que son niveau reste encore trop élevé.
Concernant la tech, les investisseurs ne "tournent pas le dos" au secteur, "mais ils s'interrogent sur la capacité d'un secteur valorisé à la perfection à continuer de produire des résultats parfaits à l'approche de la saison des publications de résultats", relève Patrick Munnelly, de Tickmill Group.
Les valeurs proxy de l'IA, qui profitent indirectement de l'essor de l'intelligence artificielle sans être elles-mêmes des développeurs de modèles, s'affichent également dans le rouge.
Vers 09H55 heure de Paris, STMicroelectronics cédait 1,78% à 61,66 euros, et Soitec 1,71%, à 115,30 euros. Les entreprises spécialisées dans les infrastructures électriques, qui profitent de l'essor des centres de données, perdent du terrain: Schneider Electric glissait de 0,96% à 277,40 euros et Legrand perdait 0,87% à 142,10 euros.

Thales annonce un accord avec Exail

Le groupe de technologie français Thales (+0,97% à 240,50 euros vers 09H30 heure de Paris) a annoncé lundi un accord avec le groupe Exail Technologies (+3,92% à 127,30 euros), expert en drones chasseurs de mines et en systèmes de navigation, en vue d'un rachat du second par le premier.
L'accord prévoit d'abord l'acquisition par Thales de la participation (35,51%) de la famille Gorgé, groupe industriel familial français qui contrôle Exail, dans l'optique d'une acquisition à 100% après le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) qui valoriserait l'entreprise à 3,9 milliards d'euros.

Agence

ALLEMAGNE

Le plan pour faire repartir l'économie

Confrontée au choc industriel chinois, à la stagnation économique et à la montée de l'extrême droite, la grande coalition dévoile un vaste programme de réformes « pour la croissance et l'emploi ».

Après l'« automne des réformes » de 2025, qui avait largement déçu les observateurs, et une croissance économique autour de zéro pour la troisième année consécutive, le gouvernement allemand présente, en 2026, un paquet législatif estival visant à libérer l'économie des contraintes qui pèsent sur elle. Réforme des retraites, de l'impôt sur le revenu, du droit du travail, de l'assurance chômage, politique d'investissements, réduction de la bureaucratie, numérisation : le gouvernement fédéral, qui a frôlé la crise terminale au printemps, met en scène son activité et son accord sur différentes mesures économiques dans des domaines variés.

Les petits et moyens revenus devraient bénéficier de plusieurs mesures allégeant la charge de l'impôt sur le revenu, avec différentes exemptions fiscales en faveur des familles. En revanche, les hauts revenus seront plus fortement mis à contribution. Une « taxe sur les riches » (en réalité une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu) sera instaurée pour les revenus imposables supérieurs à 280 000 euros. À l'inverse, certaines mesures désavantagent les artisans dont les travaux seront moins déductibles des impôts de leurs clients, ainsi que les actifs occupant des « mini-jobs » qui verront leur imposition augmenter.

Le paquet de mesures prévoit également des modifications en matière de droit du travail, notamment l'élargissement de la durée légale du contrat à durée déterminée à quatre ans au lieu de deux ans actuellement. Parmi les mesures les plus discutées de ce paquet de réforme, les conditions d'obtention d'un arrêt maladie seront nettement durcies. Un salarié devra désormais présenter un certificat d'incapacité de travail dès le premier jour (contre trois jours actuellement) et ne pourra donc plus se déclarer lui-même en arrêt par téléphone. Le chancelier Merz a plusieurs fois déploré le nombre élevé d'arrêts de travail en Allemagne.

L'accord prévoit également un renforcement de la lutte contre la fraude sociale. En ce qui concerne les accords d'entreprise ou de branche, le gouvernement souhaite permettre des accords moins contraignants en matière de durée de travail pour les entreprises évoluant dans le secteur de l'intelligence artificielle. Dans la lignée de l'accord de coalition, le gouvernement annonce également une réduction significative de la bureaucratie, avec la suppression massive d'obligations légales ou réglementaires pesant sur les entreprises. Cependant, le projet de loi allemand adopte parfois des accents protectionnistes, notamment lorsqu'il s'agit de défendre les industries clefs. Le gouvernement allemand met en avant ces mesures au nom de la souveraineté économique et numérique.

Agence

ROYAUME-UNI ET UNION EUROPÉENNE

Un sommet intitulé "Réinitialisation des relations" est prévu en juillet

Le Premier ministre britannique, Mr Keir Starmer, a affirmé que son gouvernement tiendra sa promesse de réinitialiser les relations avec l'Union Européenne et de renforcer la position du Royaume-Uni en Europe, assurant l'importance d'une coopération commune pour affronter la crise du coût de la vie, soutenir l'emploi et offrir davantage d'opportunités aux jeunes.

Synthèse Rédaction Internationale

Cette déclaration a lieu après l'annonce de l'Union Européenne et du Royaume-Uni de la tenue de leur prochain sommet à Bruxelles le 22 juillet, consacré à la "réinitialisation" des relations bilatérales, après plusieurs reports dus aux divergences liées au programme de mobilité des jeunes. Mr Antonio Costa, le président du Conseil européen, a affirmé la date du sommet, en indiquant que la coopération étroite entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni est essentielle pour renforcer la sécurité européenne commune, la résilience et la prospérité économique. Le sommet devrait examiner un nombre de dossiers majeurs, notamment un accord visant à faciliter le commerce des produits alimentaires et agricoles en réduisant les procédures et contrôles sur les exportations britanniques vers l'Union Européenne, ainsi que les progrès des négociations sur l'harmonisation du système d'échange de quotas d'émissions entre les deux parties.

Les négociations concernant le programme de mobilité des jeunes demeurent l'un des principaux points de discorde, l'Union Européenne insistant sur la conclusion d'un accord dans ce domaine comme condition préalable pour l'avancement du processus de réinitialisation des relations.

GDAŃSK

Le port polonais qui bouscule les géants historiques du commerce européen

Les lignes bougent sur la carte maritime européenne. Longtemps dominé par les grands ports du Nord-Ouest, le commerce international se tourne de plus en plus vers la mer Baltique, devenue un espace de croissance majeur pour les échanges commerciaux. Parmi les principaux bénéficiaires de cette évolution se trouve le port de Gdańsk.

Il s'est hissé en 2025 à la sixième place du top 10 des ports de l'Union européenne, devançant des places fortes historiques comme Valence, Amsterdam ou Marseille. Avec une activité qui a plus que doublé (+124 %) en l'espace de dix ans, l'infrastructure a consolidé sa place parmi les grands hubs maritimes d'Europe centrale et a pour projet de continuer son expansion avec Polskie Porty 2030.

Malgré les crises géopolitiques et sanitaires de ces dix dernières années, les ports n'ont pas désempli. Éléments essentiels du commerce mondial, ils fonctionnent toujours en continu : aucune crise, qu'elle soit liée à une guerre ou à un virus, n'a réussi à bloquer l'activité des ports.

Le transport maritime concentre entre 80 % et 90 % du fret mondial. Sans ces infrastructures, nos sociétés feraient face à une crise d'approvisionnement immédiate pour les produits de première nécessité. L'exemple de l'Ever Given de la compagnie Evergreen reste dans toutes les mémoires : en 2021, ce porte-conteneurs a bloqué le canal de Suez pendant six jours, paralysant une grande partie du commerce mondial.

Pour consolider cette position, l'autorité portuaire polonaise maintient un dialogue constant avec les leaders mondiaux du secteur : l'italien MSC, le français CMA CGM, ou encore les géants asiatiques COSCO et OOCL. Pour renforcer sa présence sur de nouveaux marchés, le port de Gdańsk multiplie ses partenaires internationaux, ce qui permet de développer des coopérations avec l'Asie, notamment Singapour, la Corée du Sud, le Vietnam et le Japon, mais aussi, depuis peu, avec les États-Unis.

De la Ligue hanséatique à l'Europe des ports

Bien avant l'Union européenne, la mer Baltique constituait déjà l'un des principaux espaces d'intégration économique du continent. Dès le XIIIe siècle, la Ligue hanséatique fédérait un réseau de villes marchandes allant de Bruges à Novgorod afin de sécuriser les échanges et de défendre leurs intérêts commerciaux communs. Gdańsk, alors connue sous le nom de Dantzig, figurait parmi les places majeures de cette alliance qui domina pendant plusieurs siècles le commerce du Nord de l'Europe. En favorisant la libre circulation des marchandises, des capitaux et des savoir-faire, la Hanse a souvent été présentée comme un lointain ancêtre de la coopération économique européenne. Huit siècles plus tard, la Baltique retrouve ce rôle de carrefour commercial stratégique, avec Gdańsk parmi les principaux moteurs de sa renaissance.

Gdańsk et Gdynia : ports frères ou ennemis sur la Baltique ?

Tandis que l'Allemagne ou la France disposent d'une multitude de points d'ancrage sur leurs cartes maritimes, la Pologne concentre ses forces. Le pays s'appuie principalement sur trois entités : le complexe Szczecin-Świnoujście, le port de Gdynia et celui de Gdańsk. Cette concentration présente toutefois certains risques en cas de blocage ou d'embouteillage généralisé, d'où l'intérêt pour le ministère polonais de financer des ports secondaires comme Ustka, Łeba ou Władysławowo. Ces petits sites, actuellement en phase de développement initial, servent de bases de soutien pour l'éolien en mer, avant de futures extensions de digues.

R I.

FRANCE

L'industrie repasse au-dessus de 50, mais les exportations restent fragiles

L'industrie manufacturière française repasse au-dessus du seuil des 50 points en juin. Derrière cette amélioration apparente, la production et les commandes continuent pourtant de reculer. Dans le reste de l'Europe, la reprise reste très inégale : la zone euro demeure en expansion, tandis que la Pologne enregistre la plus forte dégradation. Pour le transport routier, la faiblesse persistante des exportations limite toujours la reprise des flux internationaux.

L'indice PMI manufacturier de la zone euro, publié par S&P Global, recule légèrement, de 51,6 en mai à 51,4 en juin. Il s'agit du cinquième mois consécutif au-dessus de 50, ce qui traduit toujours une expansion. Derrière ce chiffre, le tableau est toutefois plus contrasté : la production accélère, tandis que les commandes à l'export diminuent pour le deuxième mois d'affilée.

Parmi les pays suivis, les niveaux de PMI les plus élevés se retrouvent aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Italie, même si chacun de ces marchés marque un léger tassement par rapport à mai. L'Allemagne, elle, reste tout juste au-dessus de la stagnation. La Pologne se distingue enfin comme le pays où la dégradation est la plus marquée dans l'échantillon.

Zone euro : la production tient, mais l'export reste le point faible

En zone euro, l'activité manufacturière continue de progresser en juin, mais avec un peu moins d'élan. Le PMI global descend à 51,4 (contre 51,6 en mai), un plus bas de quatre mois, tandis que l'indice de production grimpe de 51,3 à 51,7.

Le principal facteur de soutien vient des volumes produits : les industriels de la zone euro enregistrent une sixième hausse mensuelle consécutive de la production, à un rythme plus soutenu qu'en mai. Dans l'enquête, seuls l'Espagne et la France ne parviennent pas à afficher une progression de la production en juin.

Les nouvelles commandes repassent timidement en hausse après un mois de stagnation, mais l'amélioration reste marginale. En revanche, la demande extérieure — y compris les échanges intra-zone euro — demeure en retrait : les commandes à l'export reculent pour le deuxième mois consécutif. Pour le transport international, l'écart est significatif : les usines peuvent produire davantage sans que cela se traduise immédiatement par un redémarrage net des flux transfrontaliers.

Les données sur les stocks et les achats invitent également à la prudence. Les industriels ont réduit leurs achats de matières premières et de semi-finis, mettant fin à trois mois de hausse. Ils ont aussi davantage puisé dans leurs réserves : les stocks en amont de la production ont reculé au rythme le plus rapide depuis janvier.

R I.

ALERTE DES ASTRONOMES

les data centers orbitaux d'Elon Musk pourraient aveugler les plus grands télescopes de la Terre

D'après une étude d'Olivier Hainaut, astronome à l'Observatoire européen austral, les projets de mégaconstellations dépassent aujourd'hui 1,7 million de satellites, entre SpaceX et la start-up Reflect Orbital. Pour préserver le Very Large Telescope et l'observatoire Vera Rubin, il recommande de limiter à 100 000 le nombre de satellites suffisamment sombres pour échapper à l'œil nu.

Le Very Large Telescope (VLT), installé au Chili, est l'un des instruments les plus puissants au monde pour observer les galaxies lointaines et détecter des exoplanètes. L'Observatoire européen austral (ESO) l'exploite depuis les années 1990. Depuis 2019, plus de 14 000 satellites orbitent autour de la Terre, dont environ 10 400 pour la seule constellation Starlink de SpaceX. Avec les débris, on dépasse les 32 000 objets. Olivier Hainaut, astronome à l'ESO depuis plus de trente ans, a publié une étude sur l'effet des mégaconstellations sur la luminosité du ciel dans la revue Astronomy & Astrophysics. Elle rejoint l'inquiétude de plusieurs scientifiques. Ils mettent en garde contre les conséquences pour les grands observatoires terrestres. Dans ses calculs, il inclut aussi des projets encore plus vastes que Starlink, comme le million de data centers orbitaux annoncé par SpaceX, les miroirs de Reflect Orbital et les constellations chinoises CTC-1 et CTC-2.

Le Very Large Telescope perd jusqu'à 28 % de son champ visuel

Pour chiffrer les dégâts, Olivier Hainaut a simulé la position, le mouvement et la luminosité de tous les satellites existants et projetés. Deux heures après le coucher du Soleil, la mégaconstellation de SpaceX ferait apparaître des dizaines de traînées lumineuses sur chaque image du VLT. Le champ virtuel de la caméra FORS2, l'instrument de référence du télescope, diminuerait de 28 %.

La caméra de l'observatoire Vera Rubin, aux États-Unis, réagit plus mal encore à ces traînées. Son électronique dense sature dès qu'une traînée traverse l'image et déclenche à son tour une série de traînées fantômes ailleurs sur le cliché. Éclairé par le Soleil, un satellite brille bien plus qu'une galaxie lointaine, au point d'effacer les données situées derrière son passage, selon Olivier Hainaut. Avec des satellites un peu plus brillants que la limite recommandée, l'observatoire Vera Rubin perdrait plusieurs heures d'observations utilisables chaque nuit.

En cas de déploiement complet des 50 000 miroirs prévus par Reflect Orbital, cette même caméra perdrait la totalité de ses images.

Les miroirs de Reflect Orbital rendraient le ciel trois à quatre fois plus lumineux

Reflect Orbital, start-up américaine, prépare le déploiement de 50 000 miroirs orbitaux pour renvoyer la lumière du Soleil vers des zones ciblées au sol, à travers des faisceaux d'environ cinq kilomètres de large. Vu depuis l'intérieur d'un tel faisceau, un satellite réfléchissant brillerait quatre fois plus qu'une pleine Lune. Même hors faisceau direct, chaque miroir égalerait l'éclat de Vénus, la plus brillante des planètes visibles depuis la Terre. Le ciel nocturne gagnerait trois à quatre fois sa luminosité actuelle une fois la flotte complète déployée. Olivier Hainaut fixe, pour contenir ces effets, un seuil technique à la magnitude 7, le niveau en dessous duquel un satellite échappe à l'œil nu par ciel noir. Ce seuil n'a rien d'absolu, précise-t-il, mais 100 000 satellites causent des pertes comparables à d'autres pertes techniques, telle une panne d''équipement.

Ces déploiements affectent aussi l'économie spatiale mondiale. Le Forum économique mondial évalue sa valeur à environ 580 milliards d'euros en 2023, avec une croissance prévue jusqu'à 1 660 milliards d'euros en 2035, selon des chiffres relayés par le magazine Forbes. D'autres chercheurs commencent à étudier l'effet de ces constellations sur la biodiversité et les rythmes biologiques.

Amazon, pour sa part, a mis en orbite 396 satellites de sa constellation Kuiper, Leo, avec un lancement commercial du service prévu avant la fin de l'année. La Chine développe elle aussi ses propres réseaux, CTC-1 et CTC-2, déjà intégrés aux calculs d'Olivier Hainaut sur la brillance future du ciel.

La Voie lactée plus vaste qu'on ne le pensait : XMM-Newton revoit la distance de ses bras spiraux externes

La distance des bras spiraux externes de la Voie lactée a pu être mesurée à partir des rayons X de trois sursauts gamma, captés par XMM-Newton et Chandra entre 2003 et 2022. Deux de ces bras sont finalement jusqu'à 10 % plus loin qu'estimé auparavant.

La Voie lactée dissimule une grande partie de sa propre architecture, car le Système solaire loge au cœur même de l'un de ses bras spiraux. Des nuages de poussière cosmique masquent par ailleurs de larges portions du disque galactique. Depuis 2013, le télescope Gaia mesure la position de plusieurs milliards d'étoiles. Passé quelques milliers d'années-lumière du Soleil, l'instrument perd toutefois en exactitude. Beatrice Vaia, doctorante à l'IUSS Pavia et à l'Université de Trente, a dirigé une équipe qui a présenté une nouvelle carte des bras externes dans un communiqué de l'Agence spatiale européenne. Ces astronomes ont exploité la lumière de trois sursauts gamma extragalactiques, dont les rayons X avaient traversé plusieurs bras spiraux avant l'observation. Ces photons, diffusés par les grains de poussière, ont formé des anneaux lumineux autour de chaque source. En observant l'expansion progressive de ces anneaux, l'équipe a pu alors calculer une distance.

Les astronomes ont mesuré les bras externes à l'aide de trois sursauts gamma

En octobre 2022, GRB 221009A a frappé la Voie lactée. C'était le sursaut gamma le plus lumineux jamais recensé. XMM-Newton et Chandra ont suivi l'écho de rayons X de cet évènement pendant plus d'un mois, jusqu'à ce que le Soleil masque la zone observée. Ils ont pu compléter l'échantillon avec deux sursauts plus anciens. GRB 031203 a explosé en décembre 2003 et GRB 160623A en juin 2016. Les rayons X de ces trois foyers ont traversé des nuages de poussière nichés dans les bras spiraux de la Voie lactée. Autour de chaque source, les grains de poussière ont diffusé cette lumière et ont formé des anneaux concentriques dont le diamètre grandissait avec le temps. Beatrice Vaia et son équipe ont calculé la distance du nuage diffuseur à partir de cette seule expansion, par simple géométrie.

Le bras de Persée conserve sa distance déjà connue, d'après l'étude complète. Le bras Externe et le bras Externe de Scutum-Centaure affichent en revanche une distance supérieure de 10 % aux modèles fondés sur la rotation galactique. Dix-neuf kiloparsecs, soit environ 62 000 années-lumière, ont remplacé les 20,4 kiloparsecs de la précédente estimation par parallaxe, datée de 2017, pour le bras Externe de Scutum-Centaure. L'équipe a par ailleurs réduit d'un facteur dix la marge d'erreur par rapport à ce record précédent. L'épaisseur du nuage responsable de cet anneau a atteint environ 3 500 années-lumière. Andrea Tiengo, coauteur de l'étude à l'IUSS Pavia, et ses collègues y ont vu la largeur totale du bras spiral, et non un nuage isolé.

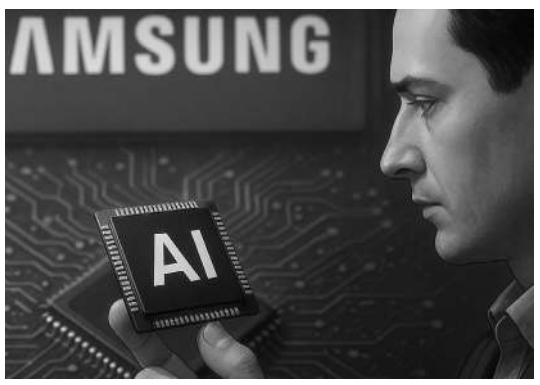
« Nous mesurons les distances des bras spiraux par simple géométrie, et sans autre hypothèse », a déclaré Beatrice Vaia. « Les autres méthodes supposent une rotation de la Voie lactée, hypothèse de moins en moins fiable dans les régions externes de la galaxie ».

Une toute petite poignée de sursauts exploitables en vingt-cinq ans

Vingt-cinq ans de recherche ont seulement livré une poignée de sursauts gamma exploitables pour cette méthode, selon un communiqué de la Nasa consacré à cette découverte. « Nous dépendons de l'univers pour produire ces événements, et nous avons seulement trouvé une poignée de sursauts exploitables en vingt-cinq ans », a déclaré Andrea Tiengo. « Nous continuerons malgré tout à en chercher d'autres ».

Anthropic discute d'une puce IA avec Samsung

Dans la lignée de la stratégie d'OpenAI avec Broadcom, Anthropic explore un partenariat avec Samsung pour concevoir et fabriquer une puce dédiée à l'IA. Selon des informations rapportées par The Information, la start-up aurait entamé des discussions autour de l'utilisation du procédé de gravure 2 nm et des capacités industrielles de Samsung pour produire un processeur sur mesure, optimisé pour ses modèles Claude. Le projet en est encore à un stade préliminaire : Anthropic n'a pas arrêté l'architecture, le niveau de performances ni l'usage précis de cette puce dans ses clusters de calcul, et n'a pas même pas confirmé officiellement l'existence d'un accord. Cette démarche s'inscrit dans la tendance des grands acteurs de l'IA générative à développer du matériel propriétaire afin de réduire leurs coûts d'infrastructure et de limiter leur dépendance envers Nvidia et les GPU généralistes. Anthropic rappelle par ailleurs que sa pile matérielle actuelle restera fondée sur une diversité de fournisseurs comme AMD et Nvidia.



VENDU MOINS DE 30 000 € ET FONCTIONNANT AU GPL

Le Renault Symbioz est-il une vraie bonne affaire !

Le Symbioz, c'est le dernier carton commercial en date de Renault avec plus de 100 000 ventes en Europe, dont plus de 42 000 exemplaires pour la France. Aujourd'hui, il se dote d'un nouvel atout avec l'introduction d'une motorisation GPL, qui risque bien de faire un malheur.

Lors de son lancement fin 2024, personne n'avait prévu un tel engouement autour du Symbioz. Alors certes, celui-ci partait sur de bonnes bases puisqu'il reprenait de très nombreux éléments du Captur, qui est l'un des SUV urbains favoris des conducteurs français, mais les ventes du Symbioz ont dépassé les espérances. Et ce n'est pas l'arrivée de cette motorisation GPL, qui va mettre fin à ce phénomène.
Car, en effet, le GPL est le carburant parfait pour ceux qui font attention à leur budget. Ainsi, depuis 2020, plus de 300 000 véhicules GPL ont déjà été écoulés en Europe. L'attractivité est indéniable, comme le prouvent les ventes en forte progression des Clio et Captur GPL, qui ont augmenté respectivement de 35 et 28 %.

Le GPL, le carburant défiant les crises

Et le facteur-clé est bien évidemment le prix au litre nettement inférieur aux autres carburants. Même au plus fort de la crise du détroit d'Ormuz, il a ainsi rarement dépassé les 1€/litre ou de peu. Globalement la différence avec le SP95 E10 s'établit à 1 €. Très loin d'être négligeable. Renault estime ainsi que les économies pour le propriétaire d'un Symbioz GPL parcourant 15 000 km/an peuvent aller jusqu'à 500 €. En ce qui concerne le réseau, il y a actuellement 1 600 stations en France, ce qui permet d'avoir une bonne capillarité avec une station tous les 50 km.

Un style qui plait

Le Symbioz n'a donc pas attendu le GPL pour connaître le succès, car il dispose de plusieurs atouts. Il y a ainsi le style extrêmement proche du Captur restylée notamment la partie avant qui est strictement identique avec notamment une calandre en deux parties, l'une verticale et l'autre en biais, mais aussi des feux de jours similaires. Avec une longueur supérieure de 17 cm à celle du Captur, le Symbioz mesure donc 4,41 m de long. Ces mensurations ont naturellement des conséquences sur le design en particulier de la partie arrière, qui est spécifique avec une vitre de custode inédite.
Toutefois, l'augmentation de la longueur n'implique pas un accroissement de l'empattement puisque celui-ci reste identique au Captur. Résultat, l'habitabilité reste similaire. Elle est intéressante, mais loin d'être la meilleure du segment. Mais, bonne nouvelle, il conserve un atout non négligeable avec sa banquette arrière coulissante sur 16 cm.

14 litres de moins dans le coffre et la disparition de la roue de secours

Le Symbioz conserve aussi l'un des atouts du Captur à savoir sa banquette coulissante sur 16 cm. Finalement, c'est le coffre qui profite de ces nouvelles dimensions avec un volume oscillant entre 492 et 624 litres et même 1 582 litres une fois tous les sièges rabattus. Toutefois, la mise en place de l'installation GPL n'a pas beaucoup d'impacts sur les aspects pratiques puisque cette version ne perd que 14 litres par rapport aux autres déclinaisons avec un volume de coffre variant 478 à 610 litres. Autre conséquence, l'installation du réservoir GPL entraîne la disparition de la roue de secours, ce qui peut être pénalisant dans certaines situations.
Aux places avant, aucune surprise parce qu'on retrouve intégralement la planche de bord du Captur.
Elle se compose d'une instrumentation numérique de 10 pouces sur les finitions hautes, mais aussi d'un écran multimédia vertical de 10,4 pouces, qui fait appel, comme c'est devenu une habitude, à Google, un gage de fluidité et de facilité d'usage. Il intègre tous les services de Google. Le dessin de la planche de bord est classique, mais les rangements sont très nombreux à bord et la qualité des matériaux est dans la très bonne moyenne de la catégorie. Quelques modifications sont spécifiques à cette version GPL comme le petit bouton à gauche du volant ou les autonomies ou les consommations de chaque carburation présentes sur l'instrumentation.

Deux carburants, même confort d'utilisation

Le GPL est une technologie bien connue dans le groupe Renault puisqu'il est utilisé également chez Dacia avec beaucoup de succès. Aujourd'hui, après le Captur, Renault étend donc sa gamme GPL à la Clio et donc à ce Symbioz. Pour ces derniers modèles, il s'agit de la même mécanique : le 1.2 3 cylindres 120 ch dont certaines pièces ont été légèrement revues pour augmenter leur résistance pour le GPL. Il dispose d'un couple de 200 Nm et est uniquement associé à une boîte manuelle à 6 rapports, pas de transmission automatique, même en option. Les performances sont modestes avec un à 100 km/h abattu en 12 secondes.
Pour alimenter ce groupe motopropulseur, Renault a donc installé un second réservoir dédié au GPL d'une contenance de 50 litres. Grâce à ces deux réservoirs, Renault annonce une autonomie de 1 500 km.
À la conduite, rien ne ressemble plus à un Symbioz qu'à un Symbioz. Comprenez par là qu'il n'y a aucune différence à la conduite. Le SUV de Renault se révèle toujours aussi agréable à conduire avec un bon confort, une insonorisation des bruits d'air et de roulement efficace. C'est clairement un excellent compagnon de voyage pour une famille, même si ce n'est pas le plus dynamique du segment. Pas de changement non plus concernant le tempérament du 3 cylindres avec toujours quelques vibrations et une sonorité un peu trop présente lors des phases d'accélération.
L'introduction du GPL est totalement transparente pour le conducteur, qui ne ressent aucun changement dans les permutations de carburation. C'est vous, qui déciderez donc du moment en appuyant sur le bouton situé en bas à droite du volant.
Ensuite, vous profiterez d'une instrumentation spécifique indiquant les consommations et les autonomies respectives de chaque carburant. Une vraie bonne idée.
Toutefois, le GPL n'a pas que des avantages. Ainsi, il faudra composer avec une surconsommation d'environ 23 % par rapport à de l'essence classique. Ainsi, nous avons relevé une moyenne de 7 l/100 km en SP95 et donc aux environs de 8,4-8,5l/100 km en GPL. Un écart significatif, mais qui est largement compensé par la différence de prix.

Mots fléchés

PROTECTION POLAIRE / ARTÈRE VITALE
EN VOGUE / INDIEN DU GRAND NORD
ORIGNAL / EXCELLENT NAGEUR
ROCHE CALCAIRE / PROCÉDÉ
MARI DE CÉLINE / BORD À BORD
CONJONCTION / QUEUE DE HARENG
PRODUCTEUR DE SIROP
NE CRAIGNENT PAS LE FROID
ÎLE DE L'ATLANTIQUE
COEUR DE RENNE / LETTRE DE PLATON
CHOUETTE SYMBOLE
POÈME / SINUOSITÉ
POSSÈDENT / DOLLARS EN VERT
DIRECTION
SOUVENT PRISE PAR LA BANQUISE
9ÈME ART / CITÉ INSUBMERSIBLE
LA FEMME À RENÉ / POINT TUS
NUIT

PROVINCE DU QUÉBEC / RICHESSE DU CANADA
HURON OU ALGONKIN
ARTICLE ÉTRANGER / TITRE DE NOBLESSE
TERRE-NEUVE / CHARMANT À OTTAWA
INTERDITS
PRONOM / BÉCANE
RECOUVREMENT DE FONDS / VOYELLES
A VISITÉ LE GROËNLAND
ZÉROS POINTÉS / CHANTEUR QUÉBECOIS
COUVERTURE / FILET À ECREVISSES
INDIEN AU CANADA
NOUVELLE / SPORT NATIONAL
RICHESSE DU KLONDYKE / LIBERTÉS
S'ÉLÈVE ENTRE DEUX FAILLES
ÉVENTUALITÉ
OISEAU COUREUR
AUTREFOIS YORK
NOTE
ATTRAPÉ / BLANC POUR UN LOUP
EX-CAPITALE D'ARMÉNIE
VOILE TRIANGULAIRE
BOISSON À OTTAWA
CALCIUM / INVISIBLE CHEZ L'INDIEN
UNITÉS DE SURFACE
ESPRIT / REMERCIÉ
GROGGY / BÉRYLLIUM
VICTIME D'ABUS DE SODA / BERGE
PARESSEUX DE NATURE
BAT LES DAMES
MOTOCYCLETTES
DÉPRESSION ÉCOSSAISE
COUPE SPORTIVE / CITÉ DU BRABANT
ACIDE VITAL
POSSESSIF
SAINT MANCHOT / RUDIMENTS
REFUS DE WINNIPEG
CELÉ
FLEUVE DU NORD
CRI PERSAN / ROUGE ET NOIR EN VERS
PETITE BAIE, GRANDE EN ACADIE
LA PLUS RICHE PROVINCE DU CANADA
AGENT DE CUTI
SAUMON D'EAU DOUCE

ACCIDENT DE LA ROUTE

3 décès et 179 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 179 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 5 au 6 juillet en cours, la Protection civile a enregistré 163 interventions, suite à des accidents de la circulation à travers plusieurs wilayas, ayant engendré 3 morts et 179 blessés", précise la même source.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 7 juillet 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Les cours en légère baisse

Les cours du pétrole reculaient légèrement lundi matin, en réaction à l'amélioration de l'offre sur le marché, atténuant les craintes d'un resserrement de l'approvisionnement. Vers 09H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, lâchait 0,71% à 71,61 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, perdait 0,66% à 68,24 dollars. Sept pays membres de l'Opep+ ont décidé dimanche de relever leur production globale de 188.000 barils par jour, à partir d'août. En outre, une reprise progressive des transits dans le détroit d'Ormuz a été constatée récemment. La quasi-paralysie du détroit depuis le déclenchement de l'escalade militaire au Golfe avait fortement perturbé les exportations des pays de la région, contraignant plusieurs producteurs à réduire leur offre. Depuis la signature du protocole d'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, la situation se débloque cependant. La société de suivi maritime Kpler notait la semaine dernière 30 à 60 traversées quotidiennes de navires, pour beaucoup commerciaux.

MONNAIES

Le dollar en hausse face aux principales devises

Le dollar progresse lundi face aux principales devises, effaçant une partie de ses pertes de la semaine dernière, et profitant de la faiblesse du yen, de nouveau plombé par la divergence entre les taux d'intérêts japonais et américains.
Le billet vert prenait 0,17% à la monnaie européenne vers 11H15 GMT, à 1,1417 dollar pour un euro, et de 0,59% à la devise japonaise, à 162,31 yens pour un dollar.
Le dollar avait pourtant plongé la semaine dernière après de mauvais chiffres sur l'emploi américain en juin atténuant les attentes de hausses de taux de la Réserve fédérale (Fed), tandis que les analystes soupçonnaient une intervention du Japon pour soutenir sa devise en difficulté.
Après un long weekend férié aux Etats-Unis, le marché des changes reste "relativement calme", ce qui devrait encourager un regain d'intérêt pour les opérations de "carry trade" (emprunter une devise dont le taux d'intérêt est bas pour investir dans un actif libellé dans une devise offrant un rendement plus élevé) à l'approche du coeur de l'été, selon des économistes.
Les investisseurs profitent en effet de la stabilité des monnaies pour emprunter des yens, car les taux d'intérêt japonais sont historiquement très bas, proches de zéro, afin d'acheter des dollars américains, dont les taux sont élevés. Il réalisent ce faisant une plus-value.
Le yen continue de souffrir des inquiétudes budgétaires au Japon, ainsi que des préoccupations quant au fait que la Banque du Japan (BoJ) reste en retard dans son resserrement de la politique monétaire, résument les analystes.

APS

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Le FLN en tête avec 90 sièges, devant le RND et le Front El Moustakbal

Le Front de libération nationale (FLN) est arrivé en tête des élections législatives du 2 juillet 2026, en remportant 90 des 407 sièges de l'Assemblée populaire nationale (APN), selon les résultats provisoires annoncés, hier, par le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane. Lors d'une conférence de presse tenue au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, M. Khelfane a présenté la répartition provisoire des sièges, plaçant le Rassemblement national démocratique (RND) en deuxième position avec 73 sièges. Le Front El Moustakbal arrive troisième avec 59 sièges, suivi du Mouvement de la société pour la paix (MSP), qui obtient 43 sièges.
Le Mouvement El-Bina complète ce classement avec 38 sièges, tandis que les listes indépendantes en remportent 32. Les autres sièges reviennent aux différentes formations politiques ayant pris part au scrutin.
Le président par intérim de l'ANIE a également rendu publics les principaux indicateurs relatifs à la participation. À l'intérieur du pays, le taux de participation s'est établi à 21,24 %. Sur un corps électoral de 23.878.756 inscrits, 5.071.020 électeurs ont accompli leur devoir électoral.
Le nombre de bulletins nuls a atteint 910.230, contre 1.095 bulletins contestés, tandis que le nombre de suffrages valablement exprimés s'élève à 4.160.790.
Pour la communauté nationale établie à l'étranger, le taux de participation a été de 10,75 %. Sur les 854.285 électeurs inscrits, 91.810 ont pris part au vote. Les bulletins nuls se sont élevés à 12.630, contre 46 bulletins contestés, pour un total de 79.180 suffrages exprimés.
Par ailleurs, Karim Khelfane a indiqué qu'aucune réserve n'avait été consignée dans les procès-verbaux de centralisation des résultats et qu'aucune observation n'avait été formulée par les présidents des commissions électorales, soulignant ainsi le bon déroulement des opérations de dépouillement et de centralisation. Au total, 739 listes regroupant 9.422 candidats ont concouru à l'intérieur du pays, tandis que 54 listes, représentant 432 candidats, étaient en lice dans les circonscriptions électorales à l'étranger. Les résultats annoncés demeurent provisoires dans l'attente de leur validation conformément aux procédures prévues par la législation électorale.

Synthèse R N.

FÊTE DU BIJOU D'ATH YENNI À TIZI-OUZOU

Ouverture des inscriptions le 10 juillet

Les inscriptions pour la participation à la 20e édition de la traditionnelle fête du bijou d'Ath Yenni (Tizi-Ouzou) seront ouvertes le 10 juillet en cours, ont annoncé, lundi, les organisateurs dans un communiqué.
Selon le comité communal des fêtes d'Ath-Yanni, les inscriptions auront lieu les vendredi 10 et samedi 11 juillet 2026 au siège de la commune de Beni-Yenni. L'accueil des postulants se fera durant la matinée de 8h à 12h et l'après-midi de 13h à 16h, a-t-on précisé. Cette opération concerne notamment les bijoutiers d'Ath-Yanni, ainsi que les autres artisans de la wilaya de Tizi-Ouzou. Le comité d'organisation souligne que la présence physique de l'artisan, muni de sa carte d'artisan, est obligatoire pour la validation de l'engagement.
La participation des artisans des autres wilayas est soumise à une autre procédure d'inscription à distance, selon les organisateurs.
La 20e édition de la fête du bijou d'Ath Yenni se tiendra cette année du 30 juillet au 8 août.
Cette manifestation culturelle et commerciale se fixe pour objectif la préservation du savoir-faire ancestral, de l'orfèvrerie en argent rehaussée de corail et d'émaux, tout en constituant un levier économique majeur pour l'artisanat local.

APS

PRIX DE L'OR

Un premier semestre 2026 en dents de scie après une année 2025 record

53 records battus en un an. Une progression de plus de 60 %. À bien des égards, 2025 restera une bonne année pour les prix de l'or. Si 2026 a elle aussi démarré sur les chapeaux de roues, elle a toutefois été marquée par une évolution plus hésitante du marché.
Fin janvier 2026, dans le prolongement de l'envolée qui a caractérisé le marché tout au long de 2025, l'Agence Ecofin rapportait un nouveau record historique du prix de l'or, à 5 500 USD l'once. De quoi conforter les anticipations d'une nouvelle année faste pour le métal jaune, alors que plusieurs analystes continuaient de relever leurs objectifs de prix. Cinq mois plus tard, le tableau apparaît toutefois plus nuancé : après ce démarrage en fanfare, les cours ont plutôt viré en montagnes russes, oscillant au gré des séances pour s'établir autour de 4 000 USD l'once aux premières heures du jeudi 2 juillet. Dans une note publiée le mercredi 1er juillet, le World Gold Council faisait état d'un recul d'environ 7 % du prix de l'or depuis le début de l'année.
Plus tôt cette semaine, Reuters soulignait de son côté que le métal jaune s'acheminait vers son premier repli trimestriel depuis 2024, ainsi que vers sa plus forte baisse trimestrielle depuis le deuxième trimestre 2013. Pour mieux saisir le contraste, rappelons que les cours avaient notamment enregistré 53 records historiques en 2025, et progressé de plus de 60 %, portés par une dynamique haussière quasi ininterrompue tout le long de l'exercice.

Agence

À L'OCCASION DU 64E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Les États-Unis saluent les progrès des relations bilatérales avec l'Algérie

Les États-Unis ont adressé leurs félicitations à l'Algérie à l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, réaffirmant leur volonté de consolider davantage les relations bilatérales et d'élargir les perspectives de coopération entre les deux pays. Dans un message publié à cette occasion, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a présenté, au nom des États-Unis d'Amérique, « ses plus chaleureuses félicitations au Gouvernement et au peuple algériens » à l'occasion de la Fête nationale du 5 juillet.
Le chef de la diplomatie américaine a mis en avant la dynamique positive qu'ont connue les relations algéro-américaines au cours de l'année écoulée. Il a souligné que la coopération bilatérale avait enregistré «des avancées significatives » dans plusieurs domaines stratégiques, notamment les secteurs économique, culturel et sécuritaire. M. Rubio a également exprimé la volonté de son pays de poursuivre sur cette lancée en renforçant les partenariats avec l'Algérie. Il s'est déclaré confiant quant aux perspectives de coopération entre les deux États, affirmant que Washington se réjouit de travailler avec Alger afin de consolider les relations bilatérales et de favoriser une prospérité accrue au bénéfice des deux pays.

R E.